



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO
MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA 2009

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice

**COMITE DE LA BALANCE DES
PAIEMENTS**

SECRETARIAT DU COMITE

Direction Nationale de la BCEAO pour le Burkina

01 BP 356 – OUAGADOUGOU 01

Téléphone : (226) 50-31-08-00 ; 50-30-60-15/16/18

Télécopie : (226) 50-31-01-22

BALANCE DES PAIEMENTS

et

**POSITION EXTERIEURE
GLOBALE**

ANNEE 2009

TABLE DES MATIERES

	<u>PAGES</u>
<u>INTRODUCTION</u>	3
<u>I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER</u>	3
<u>I.1 - ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</u>	3
<u>I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA</u>	6
<u>I.3 - EVOLUTION DE L'ECONOMIE DU BURKINA EN 2009</u>	7
<u>II - PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u>	11
<u>II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	11
<u>II.1.1 - Evolution de la balance commerciale</u>	12
<u>II.1.2 - Balance des services</u>	19
II.1.2.1 - Transports	19
II.1.2.2 - Voyages	20
II.1.2.3 - Autres services	20
<u>II.1.3 - Balance des revenus</u>	20
<u>II.1.4 - Balance des transferts courants</u>	21
II.1.4.1 - Transferts courants privés	21
II.1.4.2 - Transferts courants publics	22
<u>II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	23
<u>II.2.1 - Compte de capital</u>	23
<u>II.2.2 - Compte des opérations financières</u>	23
II.2.2.1 - Investissements directs	23
II.2.2.2 - Investissements de portefeuille	24
II.2.2.3 - Autres investissements	24
<u>II.2.3 - Evolution des capitaux monétaires</u>	24
II.2.3.1 - Situation de la Banque Centrale	24
II.2.3.2 - Situation des banques	25
II.2.3.3 - Avoirs extérieurs nets des institutions monétaires	25
<u>III - POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)</u>	26
<u>IV - ANNEXES STATISTIQUES</u>	29
Annexe 1 – Tableaux de concordance statistique	29
Annexe 2 – Balance des paiements, Optique BCEAO	30
Annexe 3 – Balance des paiements, Présentation standard	31
Annexe 4 – Position Extérieure Globale	35
Annexe 5 – Résultats des travaux d'estimation de la Cellule	36

INTRODUCTION

La balance des paiements, outil reconnu d'intérêt mondial et instrument précieux d'aide à la décision, est un état statistique présenté sous forme comptable qui récapitule, selon le cadre normalisé de la 5^{ème} édition¹ du manuel du Fonds Monétaire International (FMI), l'ensemble des transactions financières et non financières entre les résidents et les non-résidents d'un pays au cours d'une période déterminée, généralement l'année civile.

Après un aperçu sur l'environnement international, sous-régional et national, le présent document retrace, sous forme synthétique, l'ensemble des transactions financières et économiques effectuées entre le Burkina Faso et le reste du monde au cours de l'année 2009.

I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER EN 2009

I.1 – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'activité économique mondiale a été morose en 2009, sous l'effet de l'aggravation de la crise financière internationale et de l'accentuation de son impact sur le secteur réel. Les turbulences enregistrées sur les marchés financiers américains et européens se sont traduites par une profonde détérioration des conditions de financement de l'économie, entraînant un repli de la demande et l'entrée en récession de la plupart des pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE). Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale ressortirait en recul de 0,6%, après une progression de 3,0% en 2008.

Au sein des **pays industrialisés**, l'activité économique s'est globalement mal orientée. Le produit intérieur brut a subi une baisse de 3,2% contre une hausse de 0,5% en 2008, reflétant principalement l'incidence négative du recul de la demande des ménages et des entreprises sur la croissance économique, en relation avec une crise de liquidité due aux difficultés rencontrées par certaines banques, ainsi que l'accentuation des incertitudes sur les marchés financiers.

Au niveau de la **Zone euro**, le produit intérieur brut s'est inscrit en diminution de 3,9%, après une progression de 0,6% en 2008. L'activité a sensiblement pâti des effets combinés de la baisse des revenus, en rapport avec les destructions d'emplois, et de la dégradation des conditions financières des entreprises liée à la crise bancaire.

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique a enregistré en 2009 un recul de 4,1%, contre une hausse de 0,6% l'année précédente. Cette contre-performance témoigne essentiellement de la dégradation de la consommation des ménages, dans un contexte de baisse des revenus. En outre, l'activité économique a fortement subi les contrecoups des faillites des banques, induisant un reflux des investissements.

Au **Japon**, la tendance baissière du produit intérieur brut s'est accentuée, passant de -1,2% en 2008, à -5,2% en 2009. Cette contraction, la plus importante des pays industrialisés, reflète la morosité de l'activité dans le secteur industriel. Dans un contexte de crise économique mondiale, le secteur des exportations a été affecté par une forte chute de la demande américaine et asiatique. Au plan interne, le vieillissement de la population et la diminution des revenus ont induit un repli de la demande intérieure.

Au **Royaume-Uni**, le taux de croissance économique est ressorti à -4,9% en 2009 contre 0,5% en 2008, sous l'effet d'une déprime encore plus marquée du secteur immobilier. La récession porte également l'empreinte du repli de la valeur ajoutée des services, notamment financiers, en liaison avec les pertes historiques consécutives à la crise des banques.

Dans les **pays émergents et en développement**, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 2,4% en 2009, après 6,1% en 2008. Ce net ralentissement reflète principalement la chute des exportations, le reflux des cours des matières premières et la contraction des investissements directs étrangers. En **Chine** et en **Inde**, la croissance s'est légèrement ralentie, ressortant respectivement à 8,7% et 5,7% en termes réels en 2009, contre 9,6% et 7,3% en 2008. Au

1 La 6^{ème} édition du manuel de la Balance des Paiements du FMI sera mise en œuvre en 2012

Brésil, l'activité économique a régressé de 0,2% en 2009, après avoir connu une hausse de 5,1% en 2008.

En **Amérique latine**, la variation du PIB a été de -1,8% durant l'année sous revue, après une croissance de 4,3% en 2008. La tendance positive de l'afflux des investissements étrangers et la hausse des exportations se sont nettement tassées avec l'accentuation de la crise au sein des pays industrialisés.

Le rythme d'expansion économique des pays en développement d'**Asie** est ressorti à 6,6% en 2009, après 7,9% en 2008. Les pays asiatiques ont mieux résisté aux effets de la crise, en raison notamment du dynamisme du commerce intra-régional.

En **Afrique**, le taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, s'est établi à 1,9% en 2009, après 5,2% en 2008. Le continent a subi les contrecoups de sa dépendance vis-à-vis des exportations de produits de base, dont les cours ont fléchi durant le dernier trimestre de l'année 2009.

Dans ce contexte d'atonie de la croissance mondiale, **l'inflation mondiale** est apparue modérée, en liaison avec le repli significatif de la demande des ménages et des entreprises. Cette tendance a été confortée par la baisse des cours des produits de base, notamment ceux des produits pétroliers et alimentaires, après l'envolée enregistrée durant les deux années précédentes. La décrue des cours internationaux du baril de pétrole brut, consécutive à la contraction de la demande énergétique, a ainsi contribué à une modération de la hausse des prix. Au niveau des économies avancées, le taux de variation des prix à la consommation, en glissement annuel, est ressorti à 0,1% en décembre 2009 contre 3,4% en décembre 2008. Dans les pays émergents et en développement, la baisse de l'inflation a été moins soutenue, du fait de la vigueur de la demande intérieure. Le rythme de progression des prix s'est élevé à 5,2% en décembre 2009, soit 4,0 points de moins qu'en décembre 2008.

Dans un environnement de raréfaction du crédit, la **politique monétaire** des banques centrales des principaux pays industrialisés et émergents a été assouplie en vue de soutenir l'activité économique. A cet effet, outre les baisses des taux directeurs, dont le rythme s'est avéré historique, tant dans l'ampleur que dans la fréquence, les banques centrales ont mis en œuvre des mesures dites « non conventionnelles », à travers principalement des opérations de rachat direct de titres auprès d'entreprises en difficulté. Au 31 décembre 2009, le taux de refinancement, le taux de la facilité de prêt marginal et le taux de rémunération des dépôts de la Banque Centrale Européenne (BCE), sont respectivement ressortis à 1,0%, 1,75% et 0,25%, après avoir atteint des niveaux de 2,50%, 3,00% et 2,00% à la même période de l'année précédente. De son côté, la Réserve Fédérale américaine (Fed), qui avait déjà abaissé, en fin d'année 2008, ses taux à des niveaux historiques, a privilégié des injections massives de liquidités sur le marché monétaire. Ainsi, le taux d'escompte est resté fixé à 0,50%, tandis que le taux des fonds fédéraux a oscillé entre 0% et 0,25%.

Sur les **marchés financiers**, les évolutions reflètent un net redressement des indices boursiers, à la faveur des ambitieux plans de relance mis en place pour rétablir la confiance des opérateurs et améliorer significativement la situation financière des entreprises. Après une année 2008, qui aura été l'une des plus nocives pour les places financières mondiales, des hausses ont été enregistrées sur la quasi-totalité de celles-ci. Ainsi, aux Etats-Unis, l'indice Dow Jones a terminé l'année 2009 à 10.428,08 points, soit une progression de 18,82%, contre une contraction de 33,8% l'année précédente. L'indice Nasdaq a évolué dans le même sens, ressortant en augmentation de 53,53% à 1.860,31 points. En Europe, le DAX à Francfort et le CAC 40 à Paris ont également enregistré des progressions de 22,66% et 22,32% respectivement, pour ressortir à 5.957,43 points et 3.936,33 points. Au Royaume-Uni, l'indice Footsie a atteint 5.412,90 points, représentant une augmentation annuelle de 22,07% en 2009. Le Nikkei de la bourse de Tokyo a clôturé l'année 2009 à 10.546,44 points, correspondant à une croissance de 17,29% en glissement annuel.

Sur le **marché des changes**, l'évolution des cours des devises a été marquée durant la majeure partie de l'année 2009 par une nette appréciation de l'euro par rapport au dollar, portée par une série de facteurs. Outre la détérioration de la situation du système financier américain, liée à la crise mondiale, cette hausse de l'euro s'explique par la politique monétaire résolument expansive de la Réserve Fédérale américaine, induisant une désaffection des investisseurs pour les actifs américains. L'évolution de l'euro porte également l'empreinte des rumeurs persistantes de réduction de la part du dollar dans les réserves de change de la Chine et des perspectives de définition d'un panier de monnaies, en vue de la fixation des cours du pétrole, en substitution au billet vert. Dans ce contexte, la monnaie unique européenne a franchi la barre de 1,50 dollar le 24 octobre 2009, soit son

niveau le plus élevé depuis 14 mois, consolidant ainsi une tendance haussière entamée en août 2008.

Par rapport au yen, l'euro s'est établi en moyenne à 130,34 yens en 2009 contre 152,45 yens l'année précédente, soit une dépréciation de 14,5%. En revanche, vis-à-vis de la livre sterling, l'euro s'est apprécié de 11,89%, s'échangeant en moyenne contre 0,8909 livre.

Quant au Franc CFA, du fait de son ancrage nominal à l'euro, il a connu, par rapport aux principales monnaies, un comportement identique à celui de la monnaie unique européenne.

Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au FCFA au cours des années 2008 et 2009.

Tableau n°1 : Evolution des taux de change moyens trimestriels
(en FCFA par unité monétaire)

MONNAIES		PERIODES			
		1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre
ANNEE 2008					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	700,6243	683,0282	694,0817	750,0133
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	438,0055	419,8931	435,8518	497,6912
Franc suisse	(1 CHF)	409,6147	407,0727	407,0475	430,1639
Livre sterling	(1 GBP)	866,5447	827,3302	825,0616	781,7667
Yen japonais	(1 JPY)	4,1569	4,0157	4,0534	5,1768
ANNEE 2009					
Droit de tirage spécial	(1 DTS)	751,9095	731,9102	717,0069	706,0949
Dollar des Etats-Unis	(1 USD)	503,4592	481,1891	458,6150	443,8440
Franc suisse	(1 CHF)	437,9762	433,3181	431,6927	422,9579
Livre sterling	(1 GBP)	721,7996	746,3981	752,5809	724,9505
Yen japonais	(1 JPY)	5,3749	4,9473	4,9018	4,9435

Source : BCEAO.

Au niveau régional, l'évolution des principales monnaies de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par rapport au franc CFA est ressortie contrastée. En effet, le naira, le cedi et le dalasi se sont dépréciés, respectivement de 15,78%, 12,30% et 10,45%. Le franc guinéen s'est, pour sa part, raffermi de 2,81%.

Au titre des **matières premières**, les cours moyens des principaux produits, à l'exception du cacao et de l'or, ont reculé en 2009 par rapport aux niveaux atteints en 2008. Toutefois, un retournement de la tendance baissière a été observé à la fin du premier semestre de 2009, après les fortes chutes enregistrées durant le dernier trimestre de l'année 2008. Cette amélioration des cours des produits de base serait liée aux anticipations d'une reprise de la croissance plus rapide que prévue, dans les pays émergents et industrialisés.

L'or a conforté sa position de valeur refuge, sous le double effet des pressions spéculatives et de la vigueur de la demande provenant des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde. Le prix de l'once d'or s'est établi en moyenne à 972,76 dollars sur l'année 2009, en progression de 11,7% par rapport au prix moyen de l'année 2008.

La tendance baissière observée au niveau des cours du coton, durant le troisième trimestre de l'année 2008, s'est inversée par la suite, faisant passer la livre, en moyenne, de 45,67 cents en décembre 2008 à 75,35 cents, un an plus tard. Cette évolution est notamment imputable à la baisse de l'offre mondiale, consécutive au repli des surfaces emblavées. Toutefois, sur l'ensemble de

l'année 2009, les cours se sont inscrits en baisse de 12,0%, passant de 66,61 cents la livre en 2008 à 58,61 cents la livre pendant l'année 2009.

I.2 - EVOLUTION ECONOMIQUE DANS L'UEMOA

Les économies de l'Union ont subi les effets de la crise économique internationale qui se sont étendus à la Zone, à travers divers canaux, notamment le commerce extérieur, le tourisme et les mouvements de capitaux. L'activité économique a toutefois été soutenue dans l'Union, par la hausse modérée des récoltes de la campagne agricole 2009/2010, la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'investissement public et l'exécution, par l'ensemble des Etats membres, de programmes économiques et financiers appuyés par les partenaires techniques et financiers. Les dernières estimations situent le taux de croissance du **Produit Intérieur Brut** (PIB) de l'Union, en termes réels, en 2009, à 2,8% contre 3,8% en 2008.

L'inflation s'est décéléré en 2009 dans l'ensemble des pays de l'UEMOA, après la forte hausse des prix relevée en 2008. En effet, le niveau général des prix à la consommation dans la zone est ressorti en progression, en moyenne de 1,1% en 2009 contre 7,4% en 2008, en dessous de l'objectif de 2,0% maximum retenu dans le programme monétaire. Par ailleurs, le niveau d'inflation enregistré en 2009 est le plus faible de la période post-dévaluation, à l'exception des taux d'inflation de 0,2% et 0,5% enregistrés respectivement en 1999 et 2004. L'analyse infra-annuelle indique que le taux d'inflation en glissement annuel s'est globalement inscrit dans une tendance baissière sur l'ensemble de l'année 2009, passant de 8,5% en décembre 2008 à -1,8% à fin décembre 2009. Il est demeuré négatif à partir de juillet 2009, se situant à -2,1% à fin octobre 2009, niveau le plus bas observé, en matière d'évolution annuelle des prix, depuis la mise en place de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) en 1997. Le repli de l'inflation, en glissement annuel dans l'UEMOA en 2009, est lié à l'absence de pressions inflationnistes au niveau international et à une augmentation de la production alimentaire locale. Ainsi, la baisse des cours mondiaux du pétrole brut et des produits alimentaires importés (blé, riz, lait, etc.) a été répercutée sur les prix domestiques dans l'UEMOA. En outre, l'accroissement de l'offre interne des produits alimentaires s'est traduite par une diminution des prix des céréales locales, par rapport aux pics atteints pendant la période de soudure de 2008. Enfin, il faut noter que l'UEMOA a enregistré, en moyenne en 2009, un différentiel d'inflation favorable vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux. Ce différentiel a atteint 1,8 point de pourcentage par rapport à l'ensemble des partenaires, en particulier 18,2 points et 11,3 points respectivement à l'égard du Ghana et du Nigeria. Par contre, un différentiel d'inflation défavorable de 0,8 point de pourcentage est observé par rapport à la Zone euro.

Dans ce contexte marqué par l'atténuation des pressions inflationnistes et la dégradation des perspectives de croissance économique dans les pays de l'Union, en relation avec la crise économique mondiale, la conduite de la politique monétaire, tout en restant prudente, s'est appuyée principalement sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité pour conforter la stabilité monétaire et contribuer au financement non inflationniste de la croissance. Ainsi, l'Institut d'émission a décidé, à compter du 16 juin 2009, d'abaisser d'un demi (½) point de pourcentage ses taux directeurs, ramenant son principal taux d'intervention, le taux de pension de 4,75% à 4,25%. Le taux minimum de soumission a été maintenu à 100 points de base en dessous du taux de pension, soit à 3,25% et le taux d'escompte a été ramené de 6,75% à 6,25%.

La Banque Centrale a intensifié en 2009 les opérations d'injection de liquidités en vue d'atténuer l'impact de la crise financière internationale sur la liquidité bancaire dans l'Union. Ainsi, outre ses interventions d'injection de liquidités à une semaine, la BCEAO a activé le 23 février 2009, le guichet des appels d'offres à un mois en vue de satisfaire les besoins de liquidités de plus longue durée des banques.

Le dispositif des réserves obligatoires a été également révisé. Les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques ont été réduits de 15% à 9% au Bénin et de 9% à 7% au Mali, au Niger et au Sénégal. Dans les autres Etats de l'Union, ils sont demeurés inchangés (7% au Burkina Faso, 5% en Côte d'Ivoire, 3% en Guinée-Bissau et au Togo). Le taux de pénalité appliqué en matière d'insuffisance de constitution de réserves obligatoires a été également revu à la baisse, passant de 6,75% à 6,25%. Toutefois, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux établissements financiers distributeurs de crédits a été maintenu inchangé à 5,0% dans tous les Etats membres de l'Union.

Au total, la prudence de la gestion monétaire dans l'Union en 2009 a contribué à la consolidation de 540.900 millions de FCFA de la position extérieure nette des institutions monétaires ressortie à 5.297.200 millions de FCFA, contre 4.757.200 millions de FCFA un an plus tôt.

Le crédit intérieur a enregistré une progression de 18,3% (+1.119.700 millions de FCFA) pour se situer à 7.251.800 millions de FCFA contre 6.132.100 millions de FCFA au 31 décembre 2008 imputable à la hausse de 630.900 millions de FCFA (+124,9%) des crédits nets aux Etats, dont l'effet a été renforcé par celle de 488.800 millions de FCFA (+8,7%) des concours au secteur privé. A fin décembre 2009, la Position Nette des Gouvernements et les crédits à l'économie se sont élevés respectivement à 1.136.000 millions de FCFA et 6.115.800 millions de FCFA. Résultant de l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 1.326.100 millions de FCFA (+14,2%) pour s'établir à 10.653.300 millions de FCFA à cette date, contre 9.327.200 millions de FCFA une année plus tôt.

I.3 - EVOLUTION ECONOMIQUE DU BURKINA FASO

L'activité économique, au cours de l'année 2009, a été marquée par une répartition spatio-temporelle de la pluviométrie peu satisfaisante et une pluie diluvienne survenue le 1^{er} septembre 2009 sur la ville de Ouagadougou et ses environs qui a entraîné notamment d'énormes dégradations des équipements, des ouvrages et infrastructures socio-économiques, dont les effets se sont fait ressentir au niveau de tous les secteurs de l'économie. Par ailleurs, comme les autres pays de l'UEMOA, le Burkina Faso a également subi les effets néfastes de la crise économique internationale, à travers notamment la baisse de la demande mondiale et la réduction des flux financiers extérieurs. Toutefois, le déficit du solde des transactions courantes s'est sensiblement atténué, du fait essentiellement de la baisse de la facture des importations de produits alimentaires et énergétiques consécutive au reflux de leurs prix, d'une part, et de la bonne tenue des cours internationaux du coton et de l'or, d'autre part. Ainsi, le PIB réel s'est établi à 3.052.600 millions de FCFA en 2009, contre 2.957.600 millions de FCFA en 2008, soit une hausse de 3,2%, en décélération de 2,0 points de pourcentage par rapport au taux de 5,2% enregistré une année auparavant. En terme nominal, il s'est situé à 3.932.400 millions de FCFA, en progression de 6,6% par rapport à 2008, où il était ressorti à 3.689.600 millions de FCFA. Cette croissance de l'activité est imputable à la performance des secteurs secondaire et tertiaire.

Au niveau du secteur primaire, la production céréalière de la campagne 2009/2010 a été estimée à 3.626.638 tonnes, contre 4.358.518 tonnes pour la campagne 2008/2009, soit une baisse de 16,8% en rythme annuel et un repli de 2,9% comparativement à la moyenne des cinq dernières campagnes². S'agissant de la production de coton graine, elle s'est établie à 361.991 tonnes pour la campagne 2009/2010, contre 447.180 tonnes au titre de la campagne 2008/2009, soit un recul de 19,1%, après une hausse de 45,1% enregistrée lors de la campagne précédente. Cette diminution de la production cotonnière est principalement imputable à la mauvaise pluviométrie et à la désaffection de cette spéculation par les producteurs à la suite de la baisse des prix d'achat aux producteurs, consécutive à la mauvaise tenue des cours mondiaux du coton.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'élevage et de la pêche, à la faveur des effets conjugués de la reconstitution des pâturages et des points d'eau et de la poursuite des actions de promotion des entreprises d'élevage, une progression des effectifs du cheptel et des quantités produites en ressources halieutiques a été enregistrée. Ainsi, les effectifs des différentes espèces du cheptel ont augmenté de 2,0% et la production halieutique s'est accrue de 4,5% entre 2008 et 2009.

L'activité industrielle s'est maintenue sur le sentier de la croissance en 2009, tirée essentiellement par l'industrie extractive, grâce à l'intensification des activités des sociétés minières. En effet, la production d'or, issue de quatre (04) mines en phase d'exploitation, est ressortie à 12,149 tonnes en 2009, soit plus du double de la quantité enregistrée en 2008 qui était de 5,586 tonnes. Le métal jaune s'est ainsi hissé au premier rang des produits d'exportation du Burkina Faso.

L'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) a enregistré des performances mitigées. En effet, l'investissement du secteur public s'est accru de 20,3%, en liaison essentiellement avec la poursuite des investissements publics dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la reconstruction des infrastructures détruites par les pluies diluviennes du 1^{er} septembre 2009, tandis

² Résultats définitifs de la campagne agricole 2009-2010, MAHRH.

que celui du secteur privé a baissé de 4,3%, en raison notamment des effets néfastes de la crise économique et financière internationale.

Le secteur tertiaire a tiré profit, d'une part, de la bonne tenue des activités du secteur secondaire et, d'autre part, des retombées de l'organisation de certaines manifestations telles que le FESPACO et des conférences et rencontres internationales.

Ainsi, les performances sectorielles en 2009 se sont traduites par :

- un ralentissement de la croissance en volume de la valeur ajoutée du secteur primaire qui s'est située à -3,2% contre une augmentation de 8,6% en 2008 ;
- une accélération du rythme de l'activité du secteur secondaire, avec une croissance réelle de la valeur ajoutée de 12,2% contre 3,8% en 2008 ;
- une progression de la valeur ajoutée, en termes constants, du secteur tertiaire de 2,8% contre +2,7% en 2008.

S'agissant de l'inflation, l'année 2009 a été caractérisée au Burkina Faso par un ralentissement de la hausse du niveau général des prix à la consommation. L'inflation, en moyenne annuelle, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est établie à 2,6% en 2009 contre 10,7% en 2008, pour une moyenne de 1,1% enregistrée au niveau de l'UEMOA. Cette déflation est essentiellement imputable, d'une part, au recul des cours mondiaux des hydrocarbures et des prix des produits alimentaires sur le marché international et, d'autre part, à l'abondance des produits céréaliers sur le marché intérieur à la suite de la bonne campagne agricole 2008/2009.

Dans le domaine des **finances publiques**, le budget de l'Etat, exercice 2009, a été exécuté dans un contexte mondial caractérisé par le ralentissement de l'activité économique. Sur le plan national, les pluies diluviennes du 1^{er} septembre 2009 ont endommagé de nombreux équipements, ouvrages et infrastructures socio-économiques. Cette situation a conduit le Gouvernement, en plus des actions entreprises pour réduire les effets de la crise mondiale, à mettre en place un plan d'urgence de réhabilitation et de reconstruction des ouvrages et des infrastructures socio-économiques. Par ailleurs, le Gouvernement a également effectué des efforts remarquables au niveau de la gestion de la dette intérieure. C'est ainsi que le Conseil des Ministres a adopté, le 30 avril 2009, un plan d'actions visant à l'apurement du stock de dettes intérieures non conventionnelles évaluées à 67.628 millions de FCFA en 2007. Des ressources issues de l'émission de l'emprunt obligataire du 17 septembre 2009 (40.955,0 millions de FCFA) et la contre-valeur des DTS alloués au Burkina Faso par le FMI (31.872 millions de FCFA) ont été utilisées pour mettre en œuvre le volet apurement issu du plan d'actions. A fin décembre 2009, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est traduite par des déficits base engagement de 188.100 millions de FCFA et base caisse de 92.600 millions de FCFA, contre des niveaux respectifs de 164.500 millions de FCFA et 148.700 millions de FCFA atteints une année plus tôt. Pour le financement du déficit base caisse, l'Etat a bénéficié de concours de ses partenaires extérieurs, dont la mobilisation globale nette de l'amortissement de la dette extérieure, a atteint 109.600 millions de FCFA. Cette somme lui a permis également de se désengager au plan intérieur à hauteur de 10.600 millions de FCFA.

Traduites sur la **situation monétaire**, les évolutions des secteurs économiques et l'exécution des opérations financières de l'Etat ont entraîné une hausse des avoirs extérieurs nets de 50,4% et du crédit intérieur de 6,3% d'une année à l'autre. Les avoirs extérieurs nets ont atteint 563.541 millions de FCFA à fin décembre 2009 contre 374.794 millions de FCFA à fin décembre 2008, soit une augmentation de 188.747 millions de FCFA, imputable tant à la Banque Centrale qu'aux banques. Le crédit intérieur s'est accru de 37.900 millions de FCFA, pour ressortir à 642.619 millions de FCFA à fin décembre 2009 contre 604.719 millions de FCFA à fin décembre 2008. Cette évolution est imputable à la PNG, qui en passant de -55.795 millions de FCFA à fin 2008 à -29.449 millions de FCFA à fin 2009, s'est dégradée de +26.300 millions de FCFA, accentuée par l'accroissement en 2009 des crédits à l'économie de 11.600 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 660.514 millions de FCFA à fin 2008. Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a enregistré une progression de 195.200 millions de FCFA à fin décembre 2009, en se situant à 1.107.129 millions de FCFA contre 911.918 millions de FCFA à fin décembre 2008. Cette évolution est portée par une hausse des dépôts en banques de 148.800 millions de FCFA (+23,2%) accentuée par une accélération de la circulation fiduciaire de 38.800 millions de FCFA (+18,2%).

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Burkina Faso ont dégagé en 2009, un solde excédentaire de 224.688 millions de FCFA contre un déficit de 33.412 millions de FCFA en 2008. Cette forte amélioration du solde global s'explique principalement par :

- une hausse des exportations en 2009, en liaison avec l'augmentation du volume des ventes d'or couplée avec une progression des cours mondiaux de ce produit ;
- une baisse des importations en valeurs entre 2008 et 2009, en relation avec le repli des prix internationaux des hydrocarbures et des produits alimentaires ;
- une contraction des paiements nets au titre des services, subséquemment au recul des importations en valeurs en 2009 ;
- un renforcement de la mobilisation des transferts courants publics ainsi que des transferts en capital, dans le cadre des programmes de lutte contre la pauvreté d'une part et la résorption des effets des inondations du 1^{er} septembre 2009, d'autre part, en dépit de la contraction des flux des opérations financières, consécutive au ralentissement de la croissance mondiale ;
- la progression des acquisitions en valeur des titres émis par les autres pays de l'UEMOA par les banques de la place du Burkina Faso.

L'examen rétrospectif du solde global de la balance des paiements au cours des cinq dernières années fait apparaître les évolutions ci-après :

Graphique n°1 : Evolution du solde global de la balance des paiements de 2005 à 2009

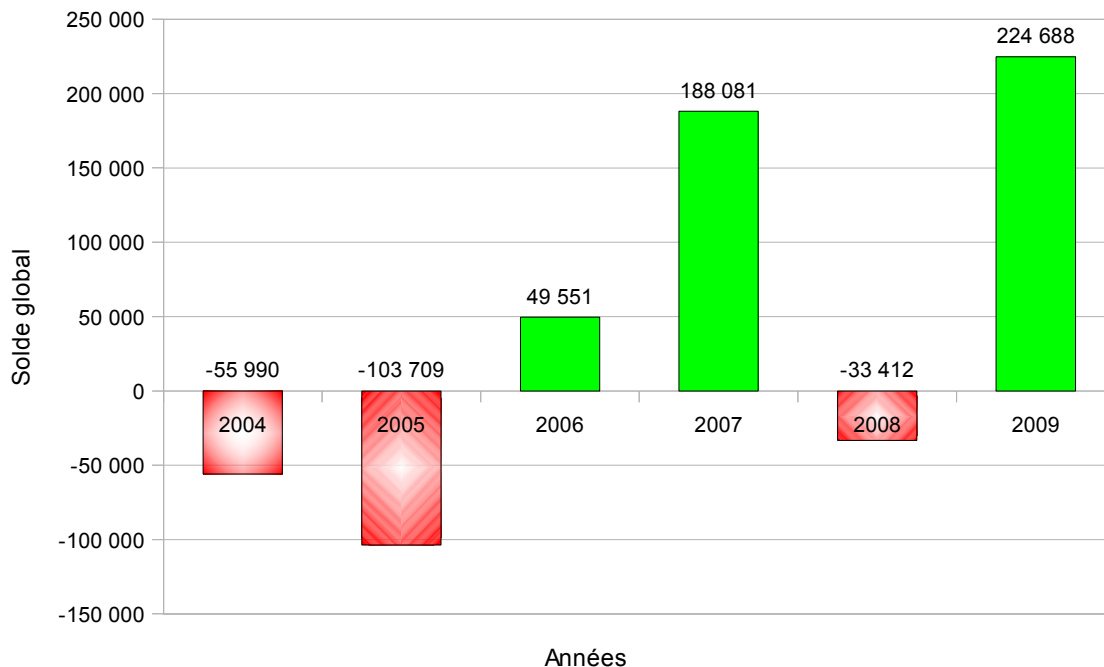
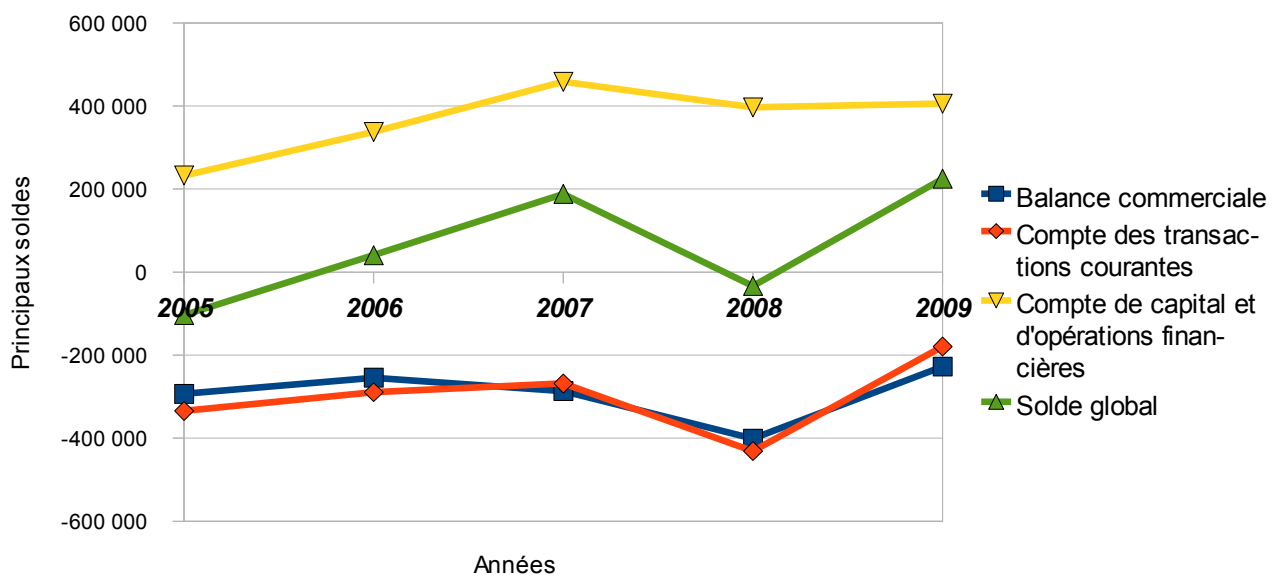


Tableau n°2 : Présentation résumée de la balance des paiements entre 2005 et 2009*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Balance des biens	-293 427	-254 452	-286 584	-401 362	-227 599
. marchandises générales	-294 551	-259 583	-299 087	-467 251	-403 390
. autres biens	+1 124	+5 131	+12 503	+65 889	+175 791
Balance des services dont :	-154 089	-167 033	-173 945	-211 572	-192 078
. fret et assurances	-115 628	-127 402	-132 636	-161 561	-150 925
. voyages	+509	-1 142	-881	-156	1 119
Balance des revenus dont :	-10 851	-1 208	-1 124	-1 640	-2 593
. intérêts sur dette publique	-11 755	-12 270	-6 695	-8 362	-8 749
Balance des biens, services et revenus	-458 367	-422 693	-461 653	-614 574	-422 270
Transferts courants sans contrepartie	+123 814	+133 382	+193 266	+183 278	+242 820
A) Balance des transactions courantes	-334 553	-289 311	-268 387	-431 296	-179 449
B) Compte de capital et d'opéra. financières (Financement exceptionnel*)	+232 515 (+24 109)	+337 446 (+23 660)	+457 923	+396 381	+405 559
Erreurs et omissions	-1 671	+1 416	-1 455	+1 503	-1 422
Solde global	-103 709	+49 551	+188 081	-33 412	+224 688
C) Avoirs et engagements extérieurs	+103 709	-49 551	-188 081	+33 412	-224 688
. autorités monétaires	+68 252	-37 837	-134 194	+39 254	-104 565
. banques	+35 457	-11 714	-53 887	-5 842	-120 123

Source : BCEAO

(*) Pour mémoire allègement initiative PPTE en 2005. En 2006, initiative PPTE et IADM.

Graphique n°2 : Evolution des principaux soldes de la balance des paiements de 2005 à 2009

I

I – PRESENTATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 5^{ème} édition du manuel du FMI, résumée dans le tableau ci-après, indique un compte courant déficitaire, toutefois couvert par un compte de capital et d'opérations financières excédentaire. Contrairement à l'année 2008, le solde global ressort excédentaire en 2009.

Tableau n°3 : Présentation détaillée de la balance des paiements en 2008 et 2009
(en millions de FCFA)

Rubriques	2008			2009		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Biens	310 352	711 714	-401 362	425 172	652 771	-227 599
. Marchandises générales	239 307	706 558	-467 251	244 231	647 621	403 390
. Autres biens	71 045	5 156	+65 889	180 941	5 150	175 791
Services	59 215	270 787	-211 572	72 049	264 127	-192 078
. Transports	9418	149 040	-139 622	17 350	143 376	-126 026
dont fret	220	125 727	-125 507	518	116 052	-115 534
. Voyages	27 915	28 071	-156	30 180	29 061	1 119
. Services fournis ou reçus par adm.	5 073	7 330	-2 257	5 130	6 788	-1 658
. Autres services	16 809	86 346	-69 537	18 174	83 687	-65 513
dont assurances	202	41 383	-41 181	114	35 505	-35 391
Revenus	38 196	39 836	-1 640	41 275	43 867	-2 592
. Revenus des salariés	6 422	7 002	-580	5 658	7 827	-2 169
. Revenus des investissements	31 774	32 834	-1 060	35 617	36 040	-423
dont intérêts sur dette publique		8 363	-8 362		8 749	-8 749
Transferts courants	224 349	41 071	+183 278	286 213	43 393	242 820
. Administrations publiques	127 570	1 311	126 259	182 445	2 133	180 312
. Autres secteurs	96 779	39 760	57 019	103 768	41 260	62 508
Balance des transactions courantes	632 112	1 063 408	-431 296	824 709	1 004 158	-179 449
Compte de capital	85 907	436	+85 471	132 927	22	132 904
. Administrations publiques	58 686	-	+58 686	86 971	-	86 970
. Autres secteurs	27 206	-	+27 206	45 939	-	45 939
Compte d'opérations financières	595 551	284 641	+310 910	529 372	256 717	272 655
Compte de capital et d'opérations fin.	681 458	285 077	396 381	662 299	256 739	405 559
Erreurs et omissions nettes	1 503		-1 503		1 423	-1 422
Solde global	1 323 921	1 357 333	-33 412	1 917 103	1 692 415	224 688
Avoirs et engagements extérieurs	99 469	66 057	-33 412	110 203	334 891	-224 688
- Autorités monétaires	46 901	7 647	-39 254	51 701	156 266	-104 565
- Banques	52 568	58 410	+5 842	58 502	178 625	-120 123

Source : BCEAO

II.1 - BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES

La balance des paiements courants regroupe la balance des biens, des services et revenus ainsi que la balance des transferts courants sans contrepartie.

En 2009, le solde de la balance des paiements courants s'est situé à -179.449 millions de FCFA contre -431.296 millions de FCFA une année plus tôt, soit une nette amélioration de 58,4% due principalement à celle de la balance commerciale.

Tableau n°4 : Evolution de la balance des transactions courantes*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Biens (FOB-FOB)	-293 427	-254 452	-286 584	-401 362	-227 599
Services	-154 089	-167 033	-173 945	-211 572	-192 078
Revenus	-10 851	-1 208	-1 124	-1 640	-2 592
Transferts courants sans contrepartie	+123 814	+133 382	+193 266	+183 278	+242 820
Balance des transactions courantes	-334 553	-289 311	-268 387	-431 296	-179 449

Source : BCEAO

II.1.1 - EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur marchandises générales, les grosses réparations ainsi que divers biens dont l'or non monétaire. Les importations et les exportations sont enregistrées FOB tandis que les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont enregistrés dans les services.

Pour répondre aux besoins de la balance des paiements, des retraitements ont été effectués sur les statistiques douanières du commerce extérieur. Il s'agit notamment de la prise en compte des mouvements d'entrepôts. En effet, les statistiques douanières enregistrent d'une part, le commerce spécial, et d'autre part, les mouvements d'entrepôts, c'est-à-dire les entrées en entrepôts et les sorties d'entrepôts pour mise à la consommation ou pour réexportation. Ainsi, le commerce général, fondé sur le concept de frontière nationale, est obtenu en ajoutant aux données du commerce spécial, les « entrées en entrepôts » et en déduisant les « mises à la consommation en suite d'entrepôts ». Par ailleurs, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données du commerce intra-UEMOA, qui ont permis de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges communautaires et une meilleure évaluation du commerce non-contrôlé, ont été pris en compte.

Enfin, des ajustements de valeur et de champ ont été effectués pour prendre en compte l'ensemble des transactions économiques intervenues au cours de l'année dans le pays.

Tableau n°5 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens*(en millions de FCFA)*

Exportations	Nature des opérations	Importations
462 441	Statistiques douanières FOB – CAF (*) ³	1 046 049
	Entrées en entrepôts (*)	62 530
	Mise à la consommation en suite d'entrepôts (*)	-282 544,7
-10 483	Ajustements autres biens (or non monétaire)	
10 433,7	Commerce non contrôlé ⁴	7 627,1
-37 219,7	Ajustements de valeurs	-32 316,4
	Fret et assurances	-148 574
425 172	Statistiques douanières retraitées, reprises en balance des paiements (FOB - FOB)	652 771

(*) Sources : INSD, BCEAO

II.1.1.1 - Evolution des statistiques du commerce extérieur

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les transactions sur biens avec le reste du monde se sont soldées en 2009, par un déficit de 227.599 millions de FCFA, contre -401.362 millions de FCFA une année plus tôt, soit une amélioration de 43,3%. Cette amélioration provient d'une croissance des exportations plus forte que celle des importations.

3 Les exportations sont exprimées FOB et les importations CAF.

4 Estimations intra-UEMOA du Commerce non contrôlé faites par la Cellule Sous-Régionale de réconciliation des statistiques du commerce intra-UEMOA auxquelles ont été ajoutées les données évaluées par la BCEAO du commerce non officiel entre le Burkina Faso et le Ghana et le Nigeria.

Tableau n° 6 : Evolution des exportations et des importations

Année	Exportations (en millions de FCFA)	Importations (en millions de FCFA)	Solde (en millions de FCFA)	Variations (en %)
2005	247 094	540 521	-293 427	+19,9
2006	307 601	562 053	-254 452	-13,3
2007	298 560	585 144	-286 584	+12,6
2008	310 352	711 714	-401 362	+40,1
2009	425 172	652 771	-227 599	-43,3

Source : BCEAO

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 65,1% en 2009 contre 43,6% en 2008, soit une amélioration de 21,5 points qui s'explique par une forte progression des exportations, couplée à une baisse des importations.

II.1.1.2 - Importations de biens

Le tableau ci-dessous retrace la présentation détaillée des importations telles qu'elles ressortent des statistiques fournies par l'INSD de 2006 à 2009.

Tableau n° 7 : Présentation détaillée des importations CAF (Statistiques INSD)

Intitulés	Quantités (Tonnes)				Variations 2009/2008 (en %)	Valeur (en millions F CFA)				Variations 2009/2008 (en %)	Structure En 2009 (en %)
	2006	2007	2008	2009		2006	2007	2008	2009		
Produits alimentaires (dont céréales)	544 749 396 739	556 651 386 113	504 510 370 938	554 567 401 185	9,9 8,2	88 043 57 133	93 075 59 204	114 432 73 975	115 899 66 808	1,28 -9,7	11,1 6,4
Boissons et tabacs	20 807	21 266	19 305	17 808	-7,8	17 019	17 821	21 218	22 413	5,6	2,1
Produits pétroliers	523 195	589 278	657 498	624 707	-5,0	261 515	197 134	245 778	251 253	2,2	24,0
Matières premières	258 515	214 749	163 380	197 746	21,0	43 734	33 551	35 288	36 714	4,0	3,5
Graisses et huiles	21 489	25 101	27 064	38 122	40,9	7 879	9 143	9 602	11 907	24,0	1,1
Machines et appareils	29 752	38 620	39 550	42 395	7,2	100 923	143 242	140 263	169 665	21,0	16,2
Matériel de transport	44 441	46 060	48 430	58 912	21,6	48 897	58 443	76 299	94 281	23,6	9,0
Produits chimiques	61 052	65 669	68 317	63 242	-7,4	63 507	72 994	87 849	90 256	2,7	8,6
Papiers, cartons, articles de librairie	15 941	17 457	18 039	20 234	12,2	9 769	10 355	13 906	13 969	0,4	1,3
Tôle, fer, fonte, acier	90 893	124 565	178 540	135 877	-23,9	35 755	48 149	80 998	58 641	-27,6	5,6
Chaux, clinker, ciments	556 092	602 833	641 783	689 652	7,5	28 665	32 906	38 785	40 853	5,3	3,9
Fils et tissus	17 848	21 103	22 405	23 591	5,3	10 529	12 200	20 256	24 141	19,2	2,3
Autres articles	112 596	110 222	159 727	154 143	-3,5	68 992	75 249	105 277	116 056	10,2	11,1
Total	2 297 371	2 433 574	2 548 549	2 620 995	2,8	785 226	804 264	989 949	1 046 049	5,7	100,0

Sources : INSD

En 2009, les importations en volume sont ressorties à 2.620.995 tonnes contre 2.548.549 tonnes en 2008, soit une hausse de 2,8%. Cette évolution est imputable à certains principaux postes tels que les « Graisses et huiles » (+40,9%), « Matériel de transport » (+21,6%), « Matières premières » (+21,0%), « Papiers, cartons, articles de librairie » (+12,2%), « Produits alimentaires » (+9,9%), « Chaux, clinker, ciments » (+7,5%), « Machines et appareils » (+7,2%). Par contre, sur la même

période, des baisses de quantités importées ont été observées, notamment au niveau des postes « Tôles, fer, fonte, acier » (-23,9%), « Boissons et tabacs » (-7,8%), « Produits chimiques » (-7,8%).

En valeur, les importations ont affiché une progression de 5,7%, passant de 989,9 milliards de FCFA en 2008 à 1.046,0 milliards de FCFA en 2009. Cette augmentation est attribuable à tous les principaux postes, à l'exception de celui des « Tôles, fer, fonte, acier » qui a enregistré un repli de 27,6% en valeur entre 2008 et 2009.

Tableau n° 8 : Evolution des parts relatives dans les importations de 2005 à 2009

(en pourcentage)

Groupes de produits	2005	2006	2007	2008	2009
Produits alimentaires (dont céréales)	12,3	11,2	11,6	11,6	11,1
Boissons et tabacs	7,8	7,3	7,4	7,5	6,4
Produits pétroliers	2,5	2,2	2,2	2,1	2,1
Matières premières	20,8	33,3	24,5	24,8	24,0
Graisses et huiles	5,1	5,6	4,2	3,6	3,5
Machines et appareils	1,2	1,0	1,1	1,0	1,1
Matériel de transport	13,6	12,9	17,8	14,2	16,2
Produits chimiques	7,1	6,2	7,3	7,7	9,0
Papiers, cartons, articles de librairie	8,7	8,1	9,1	8,9	8,6
Tôles, fer, fonte acier	1,4	1,2	1,3	1,4	1,3
Chaux, clinker, ciments	5,9	4,6	6,0	8,2	5,6
Fils et tissus	4,6	3,7	4,1	3,9	3,9
Autres articles non déclarés ailleurs	1,5	1,3	1,5	2,0	2,3
TOTAL	15,3	8,8	9,4	10,6	11,1
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : INSD

Dans l'ensemble, durant les cinq (05) dernières années, la structure des importations en valeur est restée quasiment identique, avec une prédominance de cinq (05) principaux groupes de produits. Pour l'année 2009 et comme les années précédentes, les « Produits pétroliers » ont occupé le premier rang avec 24,0% du total de la valeur des importations, suivis des « Machines et appareils » (16,2%), des « Produits alimentaires » (11,1%), du « Matériel de transport » (9,0%) et des « Produits chimiques » (8,6%).

Graphique n°3 : Parts relatives des principaux groupes de produits dans les importations CAF en 2009

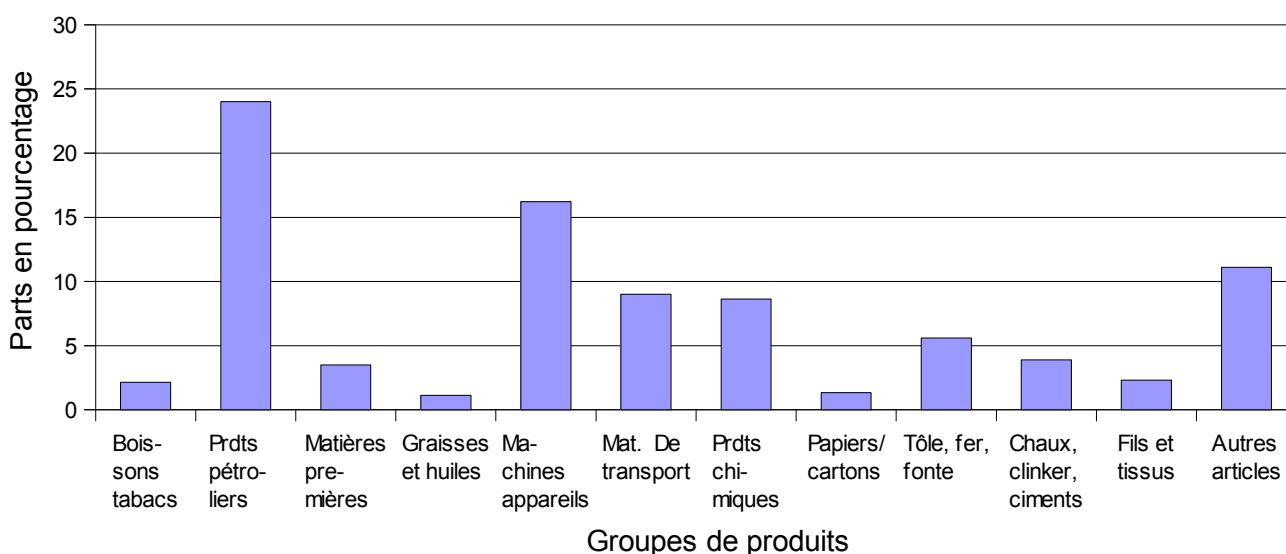


Tableau n° 9 : Répartition géographique des importations (CAF)⁵

Régions	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
	(en millions de FCFA)				(Part relative en %)			
Europe dont :	256 048	267 418	303 881	302 315	32,6	33,3	30,7	28,9
- Union Européenne dont :	229 425	234 042	273 859	280 730	29,2	29,1	27,7	26,8
. France	118 082	117 103	123 466	105 795	15,0	14,6	12,5	10,1
. Espagne	9 807	14 886	15 710	18 869	1,2	1,9	1,6	1,8
. Allemagne	18 426	20 352	19 326	30 827	2,3	2,5	2,0	2,9
. Belgique	20 475	19 791	22 851	27 737	2,6	2,5	2,3	2,7
. Italie	10 264	14 152	15 774	9 723	1,3	1,8	1,6	0,9
. Pays-Bas	10 281	20 672	29 686	40 830	1,3	2,6	3,0	3,9
. Royaume-Uni	20 045	8 559	24 807	16 281	2,6	1,1	2,5	1,6
. Danemark	6 409	2 314	5 769	3 494	0,8	0,3	0,6	0,3
- Autres pays d'Europe	26 675	36 503	30 021	21 586	3,4	4,5	3,0	2,1
. Suisse	1 494	1 871	1 272	4 496	0,2	0,2	0,1	0,4
Afrique dont :	343 648	277 145	390 615	431 235	43,8	34,5	39,5	41,2
CEDEAO	303 413	235 013	341 679	377 190	38,6	29,2	34,5	36,1
- UEMOA	279 660	201 111	280 538	337 147	35,6	25,0	28,3	32,2
. Benin	6 395	5 374	5 873	6 449	0,8	0,7	0,6	0,6
. Côte d'Ivoire	238 916	157 251	212 947	247 083	30,4	19,6	21,5	23,6
. Guinée Bissau	0	0	0	27	0,0	0,0	0,0	0,0
. Mali	806	1 112	9 539	17 245	0,1	0,1	1,0	1,6
. Niger	391	632	1 934	1 347	0,0	0,1	0,2	0,1
. Sénégal	7 018	7 933	6 267	12 555	0,9	1,0	0,6	1,2
. Togo	26 133	28 808	43 978	52 441	3,3	3,6	4,4	5,0
- Autres pays de la CEDEAO	23 753	33 902	61 141	40 043	3,0	4,2	6,2	3,8
. Gambie	25	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0,0
. Ghana	21 282	27 981	43 016	25 319	2,7	3,5	4,3	2,4
. Guinée Conakry	4	3	72	10	0,0	0,0	0,0	0,0
. Libéria	33	0	940	1 998	0,0	0,0	0,1	0,2
. Nigéria	1 853	5 015	15 768	12 717	0,2	0,6	1,6	1,2
. Sierra Léone	556	903	1 344	0	0,1	0,1	0,1	0,0
Autres pays africains	40 235	42 131	48 937	54 045	5,1	5,2	4,9	5,2
Amérique dont :	43 789	68 896	88 429	85 634	5,6	8,6	8,9	8,2
. USA	25 393	49 527	59 635	57 021	3,2	6,2	6,0	5,5
. Brésil	13 059	10 681	12 379	13 696	1,7	1,3	1,3	1,3
. Canada	2 533	5 390	6 246	5 285	0,3	0,7	0,6	0,5
. Argentine	630	395	4 098	992	0,1	0,0	0,4	0,1
					0,0	0,0	0,0	0,0
Asie dont :	139 478	187 097	197 449	221 038	17,8	23,3	19,9	21,1
. République de Chine	32 046	66 726	70 857	84 732	4,1	8,3	7,2	8,1
. Japon	17 166	21 097	21 993	31 266	2,2	2,6	2,2	3,0
. Inde	33 975	51 518	40 538	38 069	4,3	6,4	4,1	3,6
. Pakistan	13 370	8 473	1 705	5 254	1,7	1,1	0,2	0,5
. Thaïlande	9 780	7 167	16 860	14 130	1,2	0,9	1,7	1,4
. Taïwan	790	1 449	1 884	3 281	0,1	0,2	0,2	0,3
. Dubaï	3 740	3 320	3 158	2 987	0,5	0,4	0,3	0,3
Autres pays	2 262	3 709	9 574	5 827	0,3	0,5	1,0	0,6
TOTAL	785 226	804 264	989 949	1 046 049	100,00	100,00	100,00	100,00

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA pour les années 2008 et 2009.

5 Les importations pour les années 2008 et 2009, en provenance des pays de l'UEMOA, ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

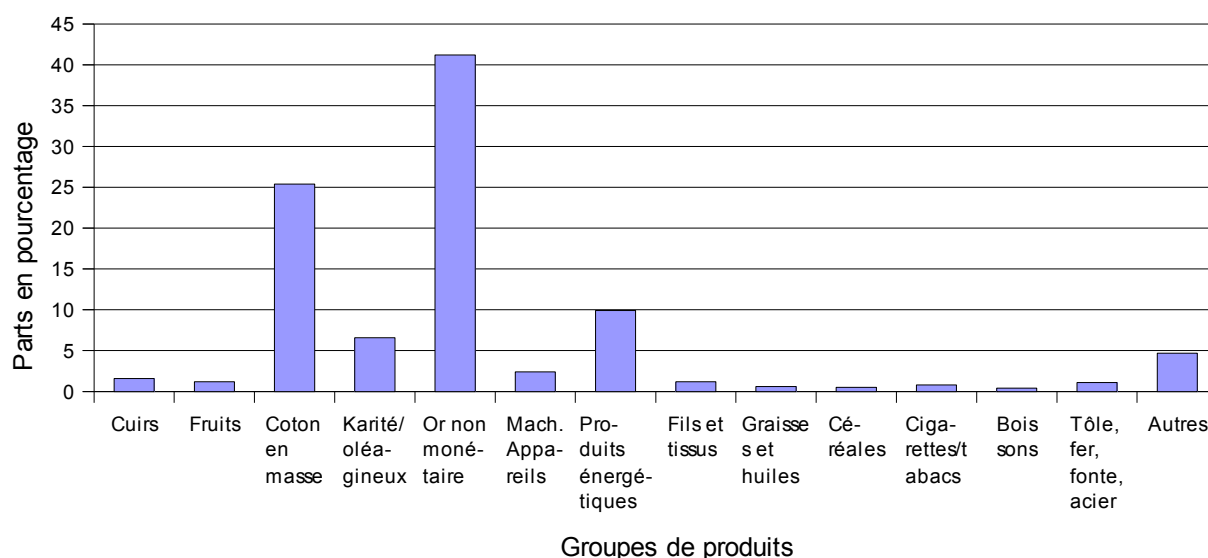
La répartition par provenance des importations du Burkina Faso en 2009 reste globalement conforme à celle des cinq années précédentes : les pays d'Afrique demeurent les principaux fournisseurs (41,2%), suivis de ceux d'Europe (28,9%), d'Asie (21,1%), d'Amérique (8,2%) et enfin d'Océanie (0,6%). Par rapport à 2008, la structure des importations par provenance en 2009 est marquée par un renforcement des parts des pays d'Afrique (+1,7 point de pourcentage), d'Asie (+1,2 point), au détriment de ceux d'Europe (-1,8 point), d'Amérique (-0,7 point) et d'Océanie (-0,4 point).

II.1.1.3 - Exportations de biens

Sur la base des statistiques fournies par l'INSD, les exportations du Burkina Faso ont enregistré un accroissement exceptionnel de 196,8 milliards de FCFA (+74,1%), ressortant à 462,4 milliards de FCFA en 2009 contre 265,6 milliards de FCFA en 2008. Cette forte progression en valeur est imputable à l'or non monétaire, dont les quantités exportées (12,5 tonnes) ont occasionné des entrées de ressources de 179,8 milliards de FCFA en 2009, affichant de ce fait une augmentation de 109,6 milliards de FCFA (+156,2%) par rapport à l'année 2008. En somme, en 2009, malgré la hausse de 29,4 milliards de FCFA (+33,5%) enregistrée au niveau des exportations du coton en masse (premier produit exporté jusqu'alors), l'or non monétaire est devenu le premier produit burkinabè à l'exportation.

Le niveau des exportations en 2009 est principalement soutenu par cinq (05) groupes de produits qui sont : l'or non monétaire avec un poids de 41,2% dans le total des exportations, le coton en masse avec 25,4%, les produits énergétiques avec 9,9% ainsi que les amandes de karités et autres oléagineux avec 6,6%.

Graphique n°4 : Parts des principaux produits exportés du Burkina en 2009



Le tableau ci-après fait ressortir la situation des exportations, en quantité et en valeur, tirées des statistiques de l'INSD de 2006 à 2009.

Tableau n° 10 : Présentation détaillée des exportations

Intitulés	Quantités				Variations 2009/2008 (en %)	Valeur				Variations 2009/2008 (en %)	Structure En 2009 (en %)
	(Tonnes)					(en millions F CFA)					
	2006	2007	2008	2009		2006	2007	2008	2009		
Animaux vivants	14 041	12 409	21 105	21 732	3,0	4 657	4 727	10 346	11 092	7,2	2,4
- Bovins	11 157	9 734	18 324	19 022	3,8	3 828	3 857	9 259	9 723	5,0	2,1
- Ovins et Caprins	2 883	2 675	2 781	2 710	-2,6	829	870	1 087	1 368	25,9	0,3
Cuir, articles en cuir et articles de voyage	1 664	2 293	1 498	1 861	24,2	4 747	8 001	5 908	7 367	24,7	1,6
- Cuir et articles en cuir	1 563	1 403	1 183	1 239	4,7	4 611	4 317	4 499	4 755	5,7	1,0
- Articles de voyage	101	890	315	622	97,2	137	3 684	1 410	2 612	85,3	0,6
Fruits et légumes	35 503	34 859	37 650	37 805	0,4	3 838	4 546	5 631	5 466	-2,9	1,2
Coton en masse	279 558	254 863	139 477	193 558	38,8	161 418	144 633	87 902	117 325	33,5	25,4
Amandes de karité et autres oléagineux	222 714	222 475	112 200	119 379	6,4	14 283	28 902	20 682	30 706	48,5	6,6
- Arachides décortiquées	2 619	511	6 964	6 868	-1,4	236	123	2 169	2 220	2,3	0,5
- Graines de coton	127 927	66 837	91	404	343,9	2 587	2 012	7	17	124,0	0,0
- Graines de sésame	92 088	154 635	104 742	111 607	6,6	11 454	26 676	18 420	28 379	54,1	6,1
- Amande de karité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0
- Autres graines, noix et Amandes d'oléagineux	80	491	403	500	24,2	6	90	85	90	5,4	0,0
Or non monétaire	0,727	0,829	5,600	12,500	123,2	4 676	4 615	55 646	190 323	242,0	41,2
Machines, appareils et Matériels de transport	3 027	3 874	3 750	5 204	38,8	4 635	11 448	10 213	11 098	8,7	2,4
- Machines non électriques	1 159	2 539	1 900	2 574	35,5	2 430	6 811	5 114	6 907	35,1	1,5
- Machines et appareils électriques	902	314	467	1 105	136,7	709	903	508	1 121	120,5	0,2
- Voitures de tourisme	106	151	180	250	38,7	435	686	790	1 336	69,2	0,3
- Camions, camionnettes	352	620	890	647	-27,2	616	1 411	3 104	839	-73,0	0,2
- Autres matériels de transport, nda	508	250	313	627	100,6	445	1 637	697	895	28,3	0,2
Produits énergétiques	77 427	155 033	85 455	122 298	43,1	29 389	30 355	36 727	45 815	24,7	9,9
- Autres essences	23 953	110 165	28 633	49 168	71,7	9 573	14 501	12 096	18 343	51,6	4,0
- Pétrole lampant	18 277	15 598	17 124	14 054	-17,9	7 165	5 843	8 104	5 329	-34,2	1,2
- Gas oil	35 197	29 270	39 698	59 076	48,8	12 651	10 011	16 526	22 143	34,0	4,8
Fils et tissus	4 194	3 154	1 671	5 517	230,2	5 509	3 153	3 485	5 586	60,3	1,2
- Tissus de coton	84	39	112	280	149,7	533	146	985	1 776	80,4	0,4
- Autres fils, tissus et textiles synthétique, nda	4 111	3 115	1 559	5 237	236,0	4 976	3 007	2 501	3 810	52,4	0,8
Graisses et huiles	12 778	5 511	2 287	3 167	38,5	4 952	2 695	2 294	2 551	11,2	0,6
- Beurre de karité	754	748	1 029	1 409	36,9	525	594	1 206	1 466	21,6	0,3
- Autres huiles et graisses végétales	12 024	4 763	1 257	1 759	39,9	4 428	2 101	1 088	1 085	-0,3	0,2
Céréales	40 847	25 563	12 568	17 679	40,7	4 056	2 047	1 127	2 394	112,4	0,5
- Mais en grain	22 757	17 901	11 379	14 479	27,2	1 734	1 470	1 043	1 959	87,7	0,4
- Riz	1 000	0	0	500	0	240	0	0	75	0,0	0,0
- Mil et Sorgho	17 090	7 663	1 189	2 700	127,2	2 082	577	84	361	330,1	0,1
Cigarettes et tabacs	477	624	536	432	-19,4	3 800	4 731	4 369	3 749	-14,2	0,8
- Cigarettes	477	572	485	161	-66,7	3 794	4 698	4 298	1 342	-68,8	0,3
- Autres tabacs, nda	0	52	51	271	426,9	6	33	70	2 407	3 314,9	0,5
Boissons	1 320	1 983	3 336	4 474	34,1	718	1 021	1 423	2 039	43,3	0,4
- Vins	41	46	21	33	57,6	195	204	108	99	-8,7	0,0
- Autres boissons, nda	1 279	1 937	3 315	4 440	33,9	523	818	1 315	1 940	47,5	0,4
Tôle, fer, fonte, acier	8 994	9 321	13 596	11 354	-16,5	3 658	4 093	5 474	5 296	-3,2	1,1
- Barres et profilés	5 292	4 953	10 424	8 081	-22,5	1 473	1 538	4 048	3 064	-24,3	0,7
- Autres fer et acier	3 702	4 369	3 172	3 273	3,2	2 186	2 555	1 426	2 232	56,5	0,5
Autres	91 497	71 347	100 929	116 551	15,5	14 889	4 503	14 377	21 632	50,5	4,7
Total	794 043	803 311	536 063	661 023	23,3	265 227	259 472	265 605	462 441	74,1	100,00

Sources : INSD

Comme les quatre années précédentes, les pays d'Europe et d'Afrique ont constitué les principales destinations des produits exportés par le Burkina Faso en 2009, avec des parts de marché respectives de 54,8% et 26,1%. Comparativement à 2008, l'année 2009 est marquée par une ouverture du marché en faveur des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique au détriment de ceux d'Afrique. En effet, les parts des pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique ont progressé respectivement de 4,2 points, 3,4 points et 2,7 points de pourcentage, tandis que celle des pays d'Afrique s'est contractée de 10,2 points de pourcentage.

Tableau n° 11 : Destination des exportations du Burkina Faso⁶

Régions	2006	2007	2008	2009	2006	2007	2008	2009
	(en millions F CFA)				(Part relative en %)			
EUROPE	136 961	138 985	134 368	253 366	56,4	53,6	50,6	54,8
Union Européenne dont :	70 104	77 761	47 430	84 136	28,9	30,0	17,9	18,2
France	42 362	34 406	22 266	48 997	17,4	13,3	8,4	10,6
UEBL	0	2	2	5 336	0,0	0,0	0,0	1,2
Italie	4 289	3 787	1 838	7 558	1,8	1,5	0,7	1,6
Royaume Uni	20 692	13 237	8 600	13 086	8,5	5,1	3,2	2,8
Allemagne	838	3 620	847	3 721	0,3	1,4	0,3	0,8
Espagne	520	855	381	1 426	0,2	0,3	0,1	0,3
Autres pays d'Europe	66 857	61 224	86 938	169 230	27,5	23,6	32,7	36,6
Suisse	57 696	60 904	86 795	169 182	23,7	23,5	32,7	36,6
AFRIQUE dont :	88 716	98 902	96 385	120 725	36,5	38,1	36,3	26,1
- UEMOA	53 763	46 337	52 774	66 874	22,1	17,9	19,9	14,5
Bénin	3 858	1 072	9 793	6 204	1,6	0,4	3,7	1,3
Côte d'Ivoire	9 402	11 236	13 510	13 552	3,9	4,3	5,1	2,9
Guinée Bissau	3	2	5	1	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	15 355	12 807	14 566	31 809	6,3	4,9	5,5	6,9
Niger	9 116	8 073	10 953	12 970	3,8	3,1	4,1	2,8
Sénégal	1 075	930	2 425	1 287	0,4	0,4	0,9	0,3
Togo	14 955	12 218	1 522	1 050	6,2	4,7	0,6	0,2
-Autres pays de la CEDEAO	27 896	39 814	30 251	36 783	11,5	15,3	11,4	8,0
Gambie	2	2	20	200	0,0	0,0	0,0	0,0
Ghana	9 390	20 564	10 131	12 601	3,9	7,9	3,8	2,7
Guinée Conakry	16 982	18 973	18 541	22 253	7,0	7,3	7,0	4,8
Libéria	2	1	0	3	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	1 520	275	1 554	1 719	0,6	0,1	0,6	0,4
Sierra Léone	0	0	4	8	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont	706	1 128	6 885	24 721	0,3	0,4	2,6	5,3
Etats Unis	480	564	6 635	19 318	0,2	0,2	2,5	4,2
Mexique	0	10	67	215	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	36	304	160	4 708	0,0	0,1	0,1	1,0
Guadeloupe	23	0	6	0	0,0	0,0	0,0	0,0
ASIE dont :	16 484	20 449	27 300	63 388	6,8	7,9	10,3	13,7
Singapour	11 758	16 028	23 790	24 455	4,8	6,2	9,0	5,3
Japon	1 317	893	625	6 729	0,5	0,3	0,2	1,5
Rép. Pop de Chine	396	632	558	19 848	0,2	0,2	0,2	4,3
Inde	1 096	2 005	540	1 921	0,5	0,8	0,2	0,4
Autres pays	122	8	667	241	0,1	0,0	0,3	0,1
TOTAL	242 989	259 472	265 605	462 441	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : INSD et Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA pour les années 2008 et 2009.

⁶ Les exportations à destination des pays de l'UEMOA en 2008 et 2009 ont été ajustées pour tenir compte des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA.

II.1.2 - BALANCE DES SERVICES

La balance des services regroupe les transports, les voyages et les autres services.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services s'est amélioré de 9,2% en passant de -211.572 millions de FCFA en 2008 à -192.078 millions de FCFA en 2009, imputable à toutes ses composantes.

**Tableau n° 12 : Evolution du solde de la balance des services
(en millions de FCFA)**

Années	Solde	Variation
2005	-154 089	+27,7%
2006	-167 033	+8,4%
2007	-173 945	+4,1%
2008	-211 572	+21,6%
2009	-192 078	-9,2%

Source : BCEAO

II.1.2.1 – Les transports

La rubrique des transports comprend principalement les transports de passagers et de marchandises. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des transports de 2005 à 2009.

**Tableau n° 13 : Evolution du solde de la balance des transports
(en millions de FCFA)**

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Transports	-109 571	-115 232	-120 923	-139 622	-126 026
- Passagers	-14 162	-14 292	-14 313	-12 252	-6 377
- Fret	-93 058	-98 969	-103 035	-125 507	-115 534
- Autres	-2 351	-1 971	-3 575	-1 863	-4 115
Fret/Importations CAF, Commerce général (%)	14,1	12,6	12,8	12,7	11,0%

Source : BCEAO

En passant de -139.622 millions de FCFA en 2008 à -126.026 millions de FCFA en 2009, le déficit du solde des flux de paiements au titre des transports s'est réduit de 9,7%, essentiellement sous l'effet d'une contraction des paiements nets aux non-résidents du fret sur les marchandises et des transports de passagers.

En effet, la rubrique « fret » qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures nationales au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les recettes réalisées par les compagnies non-résidentes au titre du transport de marchandises au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressortie déficitaire en 2009 de 115.534 millions de FCFA contre -125.507 millions de FCFA en 2008. La régression de ce déficit en 2009 est en liaison à la fois avec la baisse des prix des marchandises importées et le repli des cours mondiaux du baril de pétrole par rapport à l'année 2008.

Quand à la rubrique « transports de passagers », son solde déficitaire s'est amélioré en passant de 12.252 millions de FCFA en 2008 à 6.377 millions de FCFA en 2009, imputable principalement à l'accroissement des paiements nets reçus au titre des transports aériens.

II.1.2.2 – Les voyages

Le poste « voyages » regroupe les voyages à titre professionnel et ceux à titre personnel. Il recense au crédit les dépenses effectuées au Burkina Faso par les hommes d'affaires et les touristes étrangers, et au débit les dépenses faites par des hommes d'affaires et touristes burkinabè lors de leur séjour à l'étranger. Le tableau ci-après donne l'évolution du solde des « voyages » entre 2005 et 2009.

Tableau n° 14 : Evolution du solde des voyages
(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Voyages	-509	-1 142	-881	-156	+1 119
-à titre professionnel	-985	+183	-2 268	-1 464	-594
-à titre personnel	+476	-1 325	+1 387	+1 308	+1713

Source : BCEAO

Le solde des voyages s'est amélioré de 1.275 millions de FCFA en passant de -156 millions de FCFA en 2008 à +1.119 millions de FCFA en 2009, imputable aussi bien à la hausse des entrées nettes au titre des voyages à titre professionnel (+870 millions de FCFA), que de celles des voyages à titre personnel (405 millions de FCFA). Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des entrées de voyageurs d'affaires, des missions de fonctionnaires et des touristes professionnels et amateurs, à la faveur notamment de l'amélioration de la desserte du pays et de la tenue de grandes manifestations culturelles telles que le Festival Panafricain de Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO), le Festival International de Théâtre et de Marionnette de Ouagadougou (FITMO), le Festival JAZZ à Ouaga.

II.1.2.3 – Autres services

La rubrique « autres services » regroupe les services de communication, les services d'assurance et divers services spécialisés effectués entre entreprises (services d'information et d'informatique, de publicité, services juridiques etc.), ainsi que les services fournis ou reçus par les administrations.

Le solde de cette rubrique est passé de -71.794 millions de FCFA en 2008 à -67.171 millions de FCFA en 2009, enregistrant ainsi une amélioration de 6,4% due principalement aux services de communication (+941,6%) et d'assurances (+14,1%). Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde de la rubrique « autres services » sur la période 2005 à 2009.

Tableau n° 15 : Evolution du solde des « autres services »
(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Autres Services	-44.009	-50.659	-52.141	-71 794	-67 171
. Assurances	-23 638	-29 508	-31 738	-41 181	-35 391
. Communication	-450	-1 067	-576	-1 407	11 841
. Serv. fournis ou reçus par les adm.	-4 316	-4 757	-2 376	-2 257	-1 658
. Autres services aux entreprises et divers autres	-15 605	-15 327	-17 451	-26 949	-41 963

Source : BCEAO

II.1.3 – BALANCE DES REVENUS

Le poste des « revenus » enregistre les flux relatifs à la rémunération des salariés et aux revenus des investissements. Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

Au crédit :

- Les salaires versés par des entreprises non-résidentes, des organisations internationales ainsi que par des représentations diplomatiques à des travailleurs résidents burkinabè ;
- Les revenus perçus par des résidents burkinabè sur les titres de participation et les titres de créances détenus sur l'étranger ;

Au débit :

- les rémunérations versées par des entreprises résidentes à des non-résidents ;
- les dividendes et bénéfices payés à des non-résidents et les intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée.

En 2009, le solde du poste "Revenus" est ressorti débiteur de 2.592 millions de FCFA contre -1.640 millions de FCFA en 2008, soit une détérioration de 58,0% provenant essentiellement des revenus du travail (-1.589 millions de FCFA).

Tableau n° 16 : Evolution du solde du poste « Revenus »*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Solde des revenus	-10 851	-1 208	-1 124	-1 640	-2 592
. Revenus du travail	-3 626	-3 889	-3 758	-580	-2 169
. Revenus du capital dont	-7 225	2 681	2 634	-1 060	-423
Intérêts payés/dette extérieure publiq.	(-11 755)	(-12 270)	(-6 695)	(-8 362)	(-8 749)

Source : BCEAO

II.1.4 - BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants sans contrepartie recensent les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers et burkinabè ainsi que les aides en espèces influant sur la consommation des biens et services.

Les transferts courants sans contrepartie se subdivisent en transferts privés et en transferts des administrations publiques.

Tableau n° 17 : Evolution du solde de la balance des transferts courants sans contrepartie de 2005 à 2009*(en millions de FCFA)*

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Transferts privés courants sans contrepartie	+27 854	+42 095	+55 011	+57 019	+62 508
Transferts publics courants Sans contrepartie	+95 960	+91 287	+138 255	+126 259	+180 312
TOTAL	+123 814	+133 382	+193 266	+183 278	+242 820

Source : BCEAO

En s'établissant à 242.820 millions de FCFA en 2009 contre 183.278 millions de FCFA en 2008, les entrées nettes de transferts courants sans contrepartie ont enregistré une hausse de 32,5%, provenant tant de l'augmentation des transferts publics (+54.053 millions de FCFA) que des transferts privés (+5.489 millions de FCFA).

II.1.4.1 – Transferts courants privés

Les principales opérations enregistrées au crédit de ce poste sont l'épargne rapatriée par les travailleurs burkinabè émigrés, les pensions versées par la France aux anciens combattants et l'aide extérieure en nature et en espèces reçue par le secteur privé national.

Au débit, sont consignés notamment, les transferts d'économies sur salaires des travailleurs étrangers installés au Burkina Faso.

Tableau n° 18 : **Evolution des principaux postes des transferts courants privés sans contrepartie de 2005 à 2009**

Rubriques	(en millions de FCFA)				
	2005	2006	2007	2008	2009
Crédit :	65 475	81 487	94 267	96 779	103 768
Dont économies sur salaires	26 097	31 694	36 610	38 063	39 666
Débit :	37 621	39 392	39 256	39 760	41 260
Dont économies sur salaires	36 810	37 291	37 105	37 605	39 065
SOLDE	+27 854	+42 095	+55 011	+57 019	+62 508

Source : BCEAO

Les entrées nettes de transferts courants privés sans contrepartie ont connu une hausse de 5.489 millions de FCFA en 2009 en s'établissant à 62.508 millions de FCFA contre 57.019 millions de FCFA une année plus tôt. Cette évolution découle principalement de l'augmentation des transferts reçus des travailleurs burkinabè émigrés (+4,2%) et de l'aide extérieure reçue par le secteur privé, notamment les ressources reçues par les ONG dans le cadre de leurs activités de lutte contre la pauvreté (+9,2%).

II.1.4.2- Transferts courants publics

Les principales opérations enregistrées à ce poste sont :

au crédit :

- les dons en nature et l'aide budgétaire reçus par le secteur public burkinabè ;
- les rémunérations versées au personnel de l'assistance technique en poste au Burkina Faso ;
- les amendes, impôts et taxes payés au Burkina Faso par des non-résidents ;

au débit :

- les contributions du Burkina Faso au fonctionnement des organismes inter-Etats et internationaux.

Comme l'indique le tableau ci-dessous, les entrées nettes au titre des transferts publics sans contrepartie, en ressortant à 180.312 millions de FCFA en 2009 contre +126.259 millions de FCFA en 2008, se sont inscrites en hausse de 42,8% sous l'effet de l'augmentation des concours budgétaires reçus de l'extérieur par le secteur public (+64,9%).

En s'établissant à 145.504 millions de FCFA en 2009 contre 88.233 millions de FCFA en 2008, les transferts reçus au titre des appuis budgétaires publics ont progressé de 64,9%, en liaison avec le renforcement des mobilisations des concours extérieurs.

Tableau n° 19 : **Evolution des transferts courants publics sans contrepartie de 2005 à 2009**

Rubriques	(en millions de FCFA)				
	2005	2006	2007	2008	2009
<u>Crédit</u>	97 197	92 621	139 544	127 570	182 445
<u>Débit</u>	1 237	1 334	1 289	1 311	2 133
SOLDE	+95 960	+91 287	+138 255	+126 259	+180 312

Source : BCEAO

II.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte de capital et d'opérations financières enregistre les transferts de capital ainsi que les mouvements relatifs aux investissements.

II.2.1 – LE COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital recense les transferts de capital et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales etc.).

En 2009, le compte de capital a dégagé un solde excédentaire de 132.904 millions de FCFA contre 85.471 millions de FCFA en 2008, soit une progression de 55,5%, expliquée principalement par la hausse enregistrée au titre des ressources extérieures en appui au Programme d'Investissement Public.

Le tableau ci-dessous indique l'évolution du compte de capital de 2005 à 2009.

Tableau n° 20 : Evolution du compte de capital de 2005 à 2009

(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Transferts de capital	+110 686	+818 754	+140 188	+86 164	+132 909
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-23	-20	-16	-421	-5
SOLDE	+110 663	+818 734	+140 172	+85 741	+132 904

Source : BCEAO

II.2.2 – LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Ce poste recense les opérations relatives aux investissements directs, aux investissements de portefeuille et aux autres investissements.

En 2009, le solde du compte des opérations financières, selon la présentation optique BCEAO, est ressorti excédentaire de 272.655 millions de FCFA contre un surplus de 310.910 millions de FCFA en 2008, soit une diminution de 38.255 millions de FCFA (-12,3%), provenant de la baisse des flux des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Le tableau ci-après retrace l'évolution du solde du compte des opérations financières entre 2005 et 2009.

Tableau n° 21 : Evolution du compte des opérations financières de 2005 à 2009

(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Investissements directs	+18 117	+17 040	+164 537	+47 470	+43 636
Investissements de portefeuille	-1 111	-554	+3 613	+4 077	+7 607
Autres Investissements	+104 846	-497 774	+149 601	+259 363	+221 412
SOLDE	+121 852	-481 288	+317 751	+310 910	+272 655

Source : BCEAO

II.2.2.1 - Investissements directs

En 2009, les entrées nettes au titre des investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital social de la société, se sont établis à +43.636 millions de FCFA contre +47.470 millions de FCFA en 2008, soit une contraction de 3.834 millions de FCFA, en liaison avec l'augmentation des engagements des sociétés minières envers les investisseurs directs et aussi du relèvement du capital opéré par certains établissements bancaires et financiers.

II.2.2.2 - Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Au plan de la comptabilisation, les diminutions d'avoirs et les augmentations d'engagements sont enregistrées au crédit tandis qu'au débit, sont recensées les augmentations d'avoirs et les diminutions d'engagements.

En 2009, les transactions au titre des investissements de portefeuille se sont traduites par un solde excédentaire de 7.607 millions de FCFA, contre +4.077 millions de FCFA une année plus tôt, soit un surplus de 3.530 millions de FCFA, expliqué notamment par les ressources mobilisées à l'extérieur par les structures minières, en liaison avec le regain de dynamisme du secteur, et de la progression des avoirs au titre des opérations de prise de participation à l'étranger.

II.2.2.3 - Autres Investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

En 2009, tout comme les années précédentes, les principales opérations enregistrées au crédit concernent les tirages sur la dette extérieure, tandis qu'au débit, sont recensés les remboursements dus au titre du principal de la dette extérieure.

Les tirages sur la dette extérieure publique (hors bons du trésor) se sont établis à 123.890 millions de FCFA et les remboursements à 14.327 millions de FCFA en 2009, contre respectivement 115.300 millions de FCFA et 12.979 millions de FCFA en 2008.

Les entrées nettes au titre de l'ensemble des "autres investissements" se sont élevées à +221.412 millions de FCFA en 2009 contre +259.363 millions de FCFA une année plus tôt, soit une baisse de 37.951 millions de FCFA, expliquée notamment par les remboursements des prêts à l'extérieur des autres secteurs privés.

II.2.3 – EVOLUTION DES CAPITAUX MONÉTAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs des institutions monétaires.

En 2009, les transactions économiques et financières du Burkina Faso ont été caractérisées par une progression importante des avoirs des institutions monétaires (+252.329 millions de FCFA), atténués toutefois par une hausse de leurs engagements (+27.641 millions de FCFA). Ainsi, les avoirs extérieurs nets du secteur monétaire se sont améliorés de 258.100 millions de FCFA en s'établissant à +224.688 millions de FCFA en 2009 contre un déficit de 33.412 millions de FCFA un an plus tôt, en liaison avec l'augmentation des souscriptions des banques locales aux titres émis par les autres Etats de l'UEMOA et de leurs ressources en comptes de correspondants bancaires.

II.2.3.1 – Situation de la Banque Centrale

Les principaux avoirs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en or monétaire et en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Contrairement à l'année précédente, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont progressé de 32,4% (+104.565 millions de FCFA) pour s'établir à 426.901 millions de FCFA à fin décembre 2009. Cette évolution de la position extérieure de l'Institut d'émission s'explique principalement par la hausse enregistrée au niveau des avoirs qui ont augmenté de 149.316 millions de FCFA de 2008 à 2009, reflétant l'amélioration importante du déficit courant ainsi que du solde du compte de capital.

Le tableau ci-après donne l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale entre 2005 et 2009.

Tableau n° 22 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs de la Banque Centrale
(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Avoirs	243 464	275 280	458 106	439 340	588 656
. Position de réserve	7 246	4 446	3 577	7 529	3 925
. DTS détenus	111	17	53	26	34 325
. Autres créances <i>dont ajustement/Circulation fiduciaire</i>	237 827	270 817	453 342	431 774	550 406
Engagements	71 311	65 290	11 922	117 004	161 755
. Recours aux crédits du FMI	55 625	17 399	16 702	25 597	50 236
. Banques et institutions étrangères	15 686	47 891	78 680	91 408	111 519
. Autres engagements					
Avoirs extérieurs nets	172 153	209 990	361 590	322 336	426 901

Source : BCEAO

II.2.3.2 – Situation des banques

La position extérieure nette des Autres institutions monétaires (banques) correspond au solde de leurs avoirs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des Autres institutions monétaires fait ressortir en 2009, une hausse des avoirs extérieurs qui passent de 175.551 millions de FCFA à fin décembre 2008 à 278.564 millions de FCFA à fin décembre 2009, soit une progression de 58,7% (+103.013 millions de FCFA) imputable à l'augmentation des avoirs des banques en comptes de correspondants (UEMOA et hors UEMOA) et des titres de créances détenus sur les non résidents, et une baisse des engagements de 14,9% (-17.110 millions de FCFA) à la même date.

Tableau n° 23 : Evolution des avoirs et des engagements extérieurs des Autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
Avoirs	107 867	118 992	169 057	175 551	278 564
Engagements	101 240	100 651	96 829	114 893	97 783
Position extérieure nette	6 627	18 341	72 228	60 658	180 781

Source : BCEAO

II.2.3.3 – Avoirs Extérieurs Nets des institutions monétaires

La variation des avoirs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements d'un pays et correspond à la somme algébrique des variations des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et des Autres institutions monétaires.

Le tableau ci-après donne l'évolution des variations des avoirs extérieurs nets entre 2005 et 2009.

Tableau n° 24 : Evolution des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires de 2005 à 2009

(en millions de FCFA)

Rubriques	2005	2006	2007	2008	2009
- Banques	-35 457	+11 714	+53 887	+5 842	+120 123
- Banque Centrale	-68 252	+37 837	+134 194	-39 254	+104 565
TOTAL	-103 709	+49 551	+188 081	-33 412	+224 688

Source : BCEAO

III – LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

Tout comme la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) retrace l'évolution des comptes extérieurs d'un pays. Toutefois, au contraire de la balance des paiements qui recense les variations d'avoirs et engagements extérieurs au cours d'une période annuelle, la PEG recense les stocks d'avoirs et d'engagements à une date donnée et généralement au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les créances des résidents sur l'extérieur, leurs engagements à l'égard des non-résidents, l'or monétaire ainsi que les DTS détenus par le pays.

A fin décembre 2009, la PEG du Burkina Faso ressort débitrice de 597.006 millions de FCFA, contre -743.595 millions de FCFA, soit une amélioration de 19,7% provenant d'une augmentation des avoirs plus importante que celle des engagements.

Tableau n° 25 : Position Extérieure Globale du Burkina Faso en 2008 et 2009

(en millions de FCFA)

INTITULE	2008	2009
Avoirs	648 886	869 910
Investissements directs à l'étranger	1 829	5 397
Investissements de portefeuille	79 979	98 666
Titres de participation	2 213	2 441
Titres de créances	77 766	96 225
Autres investissements	127 739	177 191
Crédits commerciaux	32 860	8 754
Prêts	20 714	101 821
Monnaies fiduciaires et dépôts	46 704	59 488
Avoirs de réserve	439 339	588 656
Position de réserve FMI	7 529	3 925
DTS	36	34 325
Dépôts et monnaies étrangères	431 774	550 406
Engagements	1 392 481	1 466 916
Investissements directs dans l'économie	153 444	260 169
Investissements de portefeuille	4 498	6 880
Autres investissements	1 234 539	1 199 867
Prêts	924 008	995 430
Monnaie fiduciaire et dépôts	104 051	54 060
Crédits commerciaux	78 733	23 753
Autres engagements	127 747	126 624
Position Extérieure Globale	-743 595	-597 006

Source : BCEAO

III.1 – LES AVOIRS

L'ensemble des avoirs extérieurs du Burkina Faso s'élevait à 869.910 millions de FCFA à la fin de l'année 2009 contre 648.886 millions de FCFA en 2008, soit une hausse de 34,1% provenant d'une augmentation de toutes ses composantes d'une année à l'autre.

III.1.1 – LES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

Les investissements directs à l'étranger correspondent au stock des participations des agents économiques résidents dans les entreprises non-résidentes, pour lesquelles les montants des participations par société représentent au moins 10,0% du capital social.

A fin décembre 2009 les investissements directs à l'étranger s'élevaient à 5.397 millions de FCFA contre 1.829 millions de FCFA en 2008, soit une progression de 195,1%, imputable à la progression du stock de capital social et bénéfices réinvestis.

III.1.2 – LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations des agents économiques résidents correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises étrangères ainsi que les opérations sur titres de créances détenus sur l'extérieur.

Les investissements de portefeuille à fin décembre 2009 se sont situés à 98.666 millions de FCFA contre 79.979 millions de FCFA une année plus tôt, soit une augmentation de 23,4% (+18.687 millions de FCFA), due tant à la hausse des titres de créances détenus sur l'extérieur (+18.459 millions de FCFA) qu'à celle des titres de participation détenus sur l'extérieur (+228 millions de FCFA).

III.1.3 – LES AUTRES INVESTISSEMENTS

La principale composante des autres investissements est constituée des dépôts des banques auprès de leurs correspondants étrangers et des monnaies étrangères qu'elles détiennent dans leurs caisses. A fin décembre 2009, les avoirs au titre des autres investissements sont ressortis à 177.191 millions de FCFA contre 127.739 millions de FCFA en 2008, à la suite d'une hausse des prêts (+81.107 millions de FCFA) et des dépôts et monnaies fiduciaires (+12.784 millions de FCFA), atténuée par une baisse des crédits commerciaux (-24.106 millions de FCFA).

III.1.4 – LES AVOIRS DE RESERVE

Les postes qui composent les avoirs de réserve sont la position de réserve au FMI, les DTS détenus, les dépôts et monnaies étrangères détenus par la Banque Centrale.

A fin décembre 2009, les avoirs de réserve ou réserves officielles de change ont atteint 588.656 millions de FCFA contre 439.339 millions de FCFA à fin 2008, soit une augmentation de 34,0%. Sur cette base, les avoirs de réserve du Burkina Faso au 31 décembre 2009 représentent environ sept (07) mois⁷ d'importations douanières CAF, contre 5,3 mois à fin décembre 2008, 6,8 mois à fin 2007 et 4,2 mois à fin 2006. Etendues à l'échelle de l'Union, les réserves officielles de change ressortent à 6.228.900 millions de FCFA à fin décembre 2009⁸, soit une progression de 1.172.200 millions de FCFA par rapport à 2008.

III.2 – LES ENGAGEMENTS

A fin décembre 2009, les engagements extérieurs du Burkina Faso se sont élevés à 1.466.916 millions de FCFA contre 1.392.481 millions de FCFA en 2008, soit une majoration de 5,3%, imputable aux investissements directs et aux investissements de portefeuille.

III.2.1 – INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS L'ECONOMIE

Les investissements directs dans l'économie correspondent au stock des participations étrangères dans les entreprises résidentes, pour lesquelles les montants des participations par entreprise représentent au moins 10,0% du capital social.

Ils se sont établis à 260.169 millions de FCFA à fin décembre 2009 contre 153.444 millions de FCFA en 2008, soit un accroissement de 69,6%, expliqué notamment par les apports nouveaux dans le capital des entreprises résidentes ainsi que par la contraction des engagements de certaines unités économiques du secteur minier vis-à-vis des structures mères.

III.2.2 - INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille représentent le stock des participations étrangères correspondant à moins de 10,0% du capital social des entreprises résidentes ainsi que les opérations sur titres de créances.

A fin décembre 2009, les investissements de portefeuille effectués par les non-résidents au Burkina Faso se sont élevés à 6.880 millions de FCFA contre 4.498 millions de FCFA en 2008, soit un accroissement de 53,0% (+2.382 millions de FCFA), imputable notamment à la progression des titres de créances détenus par le secteur privé burkinabè sur les unités économiques de la sous-région.

⁷ Ils représentent exactement 6,8 mois d'importations douanières.

⁸ Représentant une couverture de l'émission monétaire à hauteur de 112,3% au cours de l'année sous revue.

III.2.3 - AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements comprennent principalement l'encours de la dette extérieure publique et privée. Au 31 décembre 2009, le montant total des autres investissements a été de 1.199.867 millions de FCFA, contre 1.234.539 millions de FCFA à fin 2008, soit une contraction de 2,8%.

IV – ANNEXES STATISTIQUES

Annexe 1 – Tableaux de concordance statistiques

Certaines transactions sont recensées ou éliminées en balance des paiements, alors qu'elles ont été respectivement reprises ou omises en statistiques monétaires. Il s'agit notamment des valeurs à l'encaissement et des comptes exigibles après encaissement. Compte tenu des retraitements liés à ces transactions et en prenant en compte les contreparties de réévaluation des comptes du FMI, il apparaît un écart entre les mouvements de capitaux monétaires recensés en balance des paiements et la variation des avoirs extérieurs nets qui apparaît dans les publications du FMI.

Les deux tableaux ci-après donnent le rapprochement entre les statistiques monétaires classiques et celles retenues en balance des paiements.

Tableau n°1 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DE LA BANQUE CENTRALE EN 2009
(en millions de FCFA)

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 11)	590 000
Contreparties de réévaluation des comptes du FMI	+204
Autres ajustements	-1548
	588 656
Total Avoirs (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 16 C)	202 900
<i>dont dépôts à vue BIRD/AID</i>	396
Ajustements	-41 541
	161 755
Total des engagements (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

**Tableau n°2 : AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTERIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS
MONETAIRES EN 2009**

(en millions de FCFA)

Avoirs	
Statistiques monétaires (FMI, IFS ligne 21)	288 400
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-9792
ajustements	-44
	278 564
Avoirs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	
Engagements	
Statistiques monétaires (FMI, IFS LIGNES 26 CL et 26 C)	100 800
Comptes exigibles après encaissement	-12 828
Ajustements	+9 811
	97 783
Engagements extérieurs des autres institutions monétaires (balance des paiements)	

Sources : BCEAO, Banque Mondiale

ANNEXE 2 – Balance des paiements, Présentation BCEAO

Banque centrale des Etats
de l'Afrique de l'OuestBALANCE DES PAIEMENTS
Année 2009
POB / M

Après ajustement

Code	Intitules	Crédit	Débit	Net
0. . .		0	0	0
4 9 93	Compte des transactions courantes	824 709	1 004 158	-179 449
0. . .		0	0	0
4 1 0	Biens	425 172	652 771	-227 599
4 1 10	Marchandises générales	244 231	647 621	-403 390
4 1 20	Autres biens	180 941	5 150	175 791
0. . .		0	0	0
4 2 0	Services	72 049	264 127	-192 078
4 2 5	Transports	17 350	143 376	-126 026
4 2 3	- dont fret	518	116 052	-115 534
4 2 36	Voyages	31 395	30 276	1 119
4 2 91	Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	5 130	6 788	-1 658
4 2 98	Autres services	18 174	83 687	-65 513
0. . .		0	0	0
4 3 0	Revenus	41 275	43 867	-2 592
4 3 10	Rémunération des salariés	5 658	7 827	-2 169
4 3 20	Revenus des investissements	35 617	36 040	-423
4 3 5	- dont intérêts sur dette publique		8 749	-8 749
0. . .		0	0	0
4 3 79	Transferts courants	286 213	43 393	242 820
4 3 80	Administrations publiques	182 445	2 133	180 312
4 3 90	Autres secteurs	103 768	41 260	62 508
0. . .		0	0	0
4 9 97	Compte de capital et d'opérations financières	662 298	256 739	405 559
4 4 0	Transferts de capital	132 909		132 909
4 4 1	Administrations publiques	86 970		86 970
4 4 2	Remises de dettes	0	0	0
4 4 10	Autres	86 924	0	86 924
4 4 30	Autres secteurs	45 939		45 939
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	17	22	-5
0. . .		0	0	0
4 5 0	Investissements directs	94 997	51 361	43 636
4 5 5	De l'économie à l'étranger	248	4 254	-4 006
4 5 55	De l'étranger dans l'économie	94 749	47 107	47 642
0. . .		0	0	0
4 5 99	Investissements de portefeuille	26 041	18 434	7 607
4 6 1	Avoirs (hors Banques)	11 315	6 410	4 905
4 6 51	Engagements (hors Banques)	14 726	12 024	2 702
0. . .		0	0	0
4 6 99	Autres investissements	408 334	186 922	221 412
4 7 1	Avoirs (hors banques)	190 035	68 618	121 417
4 7 13	Administrations publiques	2 194	1 016	1 178
4 7 28	Autres secteurs	187 841	67 602	120 239
4 7 51	Engagements (hors banques)	218 299	118 304	99 995
4 7 63	Administrations publiques	123 890	14 327	109 563
4 7 78	Autres secteurs	94 409	103 977	-9 568
0. . .		0	0	0
0 0 0	Pour mémoire	0	0	0
4 9 20	Financements exceptionnels	0	0	0
4 9 31	Rééchelonnements	0	0	0
4 9 22	Remises de dettes	0	0	0
4 9 32	Total des arriérés	0	0	0
4 9 48	Autres	0	0	0
0. . .		0	0	0
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	476 687	478 109	-1 422
0. . .		0	0	0
4 9 90	Solde global	1 963 694	1 739 006	224 688
0. . .		0	0	0
4 7 2	Avoirs et engagements extérieurs	110 203	334 891	-224 688
0. . .		0	0	0
4 7 5	Autorités monétaires	51 701	156 266	-104 565
4 7 16	Avoirs	3 827	153 143	-149 316
4 7 82	Engagements	47 874	3 123	44 751
0 0 0	Pour mémoire	0	0	0
4 8 5	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	855	651	204
0. . .		0	0	0
4 7 35	Banques	58 502	178 625	-120 123
4 7 29	Avoirs	29 793	132 806	-103 013
4 7 79	Engagements	28 709	45 819	-17 110

ANNEXE 3 – Balance des paiements, Présentation standard

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest		BALANCE DES PAIEMENTS Année 2009 BPT / M		Après ajustement
Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
4 9 93	Compte des transactions courantes	824 709	1 004 158	-179 449
0 ..		0	0	0
4 1 0	Biens	425 172	652 771	-227 599
4 1 10	Marchandises générales	244 231	647 621	-403 390
4 1 50	Biens importés ou exportés pour transformation	74	87	-13
4 1 51	Biens transformés à l'étranger	0	87	-87
4 1 52	Biens transformés dans l'économie	74	0	74
4 1 60	Réparations de biens	51	582	-531
4 1 70	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	976	4 481	-3 505
4 1 71	Dans les ports maritimes	0	0	0
4 1 72	Dans les aéroports	976	4 481	-3 505
4 1 73	Dans d'autres ports	0	0	0
4 1 80	Or non monétaire	179 840	0	179 840
4 1 81	Détenu à titre de réserve de valeur	0	0	0
4 1 82	Détenu à d'autres fins	179 840	0	179 840
0 ..		0	0	0
4 2 0	Services	72 049	264 127	-192 078
4 2 5	Transports	17 350	143 376	-126 026
4 2 6	Transports maritimes	835	85 221	-84 386
4 2 7	Passagers	0	0	0
4 2 8	Fret	0	85 221	-85 221
4 2 9	Autres	835	0	835
4 2 10	Transports aériens	14 853	53 942	-39 089
4 2 11	Passagers	14 069	21 600	-7 531
4 2 12	Fret	416	27 024	-26 608
4 2 13	Autres	368	5 318	-4 950
4 2 14	Autres transports	1 662	4 213	-2 551
4 2 15	Passagers	1 560	406	1 154
4 2 16	Fret	102	3 807	-3 705
4 2 17	Autres	0	0	0
4 2 36	Voyages	31 395	30 276	1 119
4 2 37	Voyages à titre professionnel	17 042	17 636	-594
4 2 38	Travailleurs saisonniers et frontaliers	0	0	0
4 2 39	Autres	17 042	17 636	-594
4 2 40	Voyages à titre personnel	14 353	12 640	1 713
4 2 41	Pour raisons de santé	20	887	-867
4 2 42	A but éducatif	32	559	-527
4 2 43	A d'autres fins	14 301	11 194	3 107
4 2 45	Services de communication	12 875	1 034	11 841
4 2 49	Services de bâtiment et travaux publics	731	3 865	-3 134
4 2 53	Services d'assurances	114	35 505	-35 391
4 2 54	Compagnies d'assurance vie et caisses de pension	0	0	0
4 2 55	Assurance du fret	0	33 040	-33 040
4 2 56	Autres assurances directes	114	1 562	-1 448
4 2 57	Réassurance	0	903	-903
4 2 58	Services auxiliaires	0	0	0
4 2 60	Services financiers	925	1 515	-590
4 2 62	Services d'informatique et d'information	0	4 266	-4 266
4 2 66	Redevances et droits de licence	4	242	-238
4 2 68	Autres services aux entreprises	3 168	37 255	-34 087
4 2 69	Négoce international et autres services liés au commerce	0	0	0
4 2 70	Négoce international	0	0	0
4 2 71	Autres	0	0	0
4 2 72	Location-exploitation	0	1 815	-1 815
4 2 73	Divers services aux entreprises, spécialisés et techniques	3 168	35 440	-32 272
4 2 74	Services juridiques, de compta., conseil en gest., de relations p	0	0	0
4 2 75	Services juridiques	0	0	0
4 2 76	Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livres et cons.fiscal	0	0	0
4 2 77	Conseil en gestion des entreprises et relations publiques	0	0	0
4 2 78	Publicité, études de marché et sondages d'opinion	177	481	-304
4 2 79	Recherche et développement	37	0	37
4 2 80	Architecture, ingénierie et autres services techniques	0	0	0
4 2 81	Services agricoles, miniers et traitement sur place	0	0	0
4 2 82	Traitement des déchets et dépollution	0	0	0
4 2 83	Autres	0	0	0
4 2 84	Autres services	0	31 315	-31 315
4 2 85	Services entre entreprises apparentées n.c.a	0	0	0
4 2 87	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	357	5	352
4 2 88	Services audiovisuels et connexes	0	0	0
4 2 89	Autres	0	0	0
4 2 91	Services fournis ou reçus par les administrations publiques n.c.a.	5 130	6 788	-1 658
4 2 92	Ambassades et consulats	5 130	5 308	-178
4 2 93	Unités et organismes militaires	0	0	0
4 2 94	Autres	0	1 480	-1 480
0 ..		0	0	0
4 3 0	Revenus	41 275	43 867	-2 592
4 3 10	Rémunération des salariés	5 658	7 827	-2 169
4 3 20	Revenus des investissements	35 617	36 040	-423
4 3 30	Investissements directs	12 689	16 390	-3 701
4 3 31	Revenus des titres de participation	12 689	13 048	-359
4 3 32	Dividendes et bénéfices distribués	589	5 109	-4 520
4 3 33	Bénéfices réinvestis	12 100	7 939	4 161
4 3 34	Revenus des titres de créance	0	3 342	-3 342
4 3 39	Investissements de portefeuille	7 159	4 413	2 746
4 3 40	Revenu des titres de participation	611	414	197
4 3 41	Autorités monétaires	0	0	0
4 3 42	Administrations publiques	0	0	0
4 3 43	Banques	588	414	174

4 3 44	Autres secteurs	23	0	23
4 3 49	Revenus des titres de créance	6 548	3 999	2 549
4 3 50	Obligations et autres titres d'emprunt	3 985	3 999	-14
4 3 51	Autorités monétaires	0	0	0
4 3 52	Administrations publiques	0	0	0
4 3 53	Banques	3 891	1 205	2 686
4 3 54	Autres secteurs	94	2 794	-2 700
4 3 60	Instruments du marché monétaire et dérivés financiers	2 563	0	2 563
4 3 61	Autorités monétaires	0	0	0
4 3 62	Administrations publiques	0	0	0
4 3 63	Banques	2 563	0	2 563
4 3 64	Autres secteurs	0	0	0
4 3 70	Autres investissements	15 769	15 237	532
4 3 71	Autorités monétaires	1 733	0	1 733
4 3 72	Administrations publiques	0	8 749	-8 749
4 3 73	Banques	3 927	702	3 225
4 3 74	Autres secteurs	10 109	5 786	4 323
0 ..		0	0	0
4 3 79	Transferts courants	286 213	43 393	242 820
4 3 80	Administrations publiques	182 445	2 133	180 312
4 3 90	Autres secteurs	103 768	41 260	62 508
4 3 91	Envois de fonds des travailleurs	39 666	39 065	601
4 3 92	Autres transferts	64 102	2 195	61 907
0 ..		0	0	0
4 9 96	Compte de capital et d'opérations financières	772 501	591 630	180 871
0 ..		0	0	0
4 9 94	Compte de capital	132 926	22	132 904
4 4 0	Transferts de capital	132 909	0	132 909
4 4 1	Administrations publiques	86 970	0	86 970
4 4 2	Remises de dettes	0	0	0
4 4 10	Autres	86 924	0	86 924
4 4 30	Autres secteurs	45 939	0	45 939
4 4 31	Transferts des migrants	6 894	0	6 894
4 4 32	Remises de dettes	0	0	0
4 4 40	Autres transferts	39 045	0	39 045
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	17	22	-5
0 ..		0	0	0
4 9 95	Compte d'opérations financières	639 575	591 608	47 967
0 ..		0	0	0
4 5 0	Investissements directs	94 997	51 361	43 636
4 5 5	De l'économie à l'étranger	248	4 254	-4 006
4 5 6	Capital social et bénéfices réinvestis	248	3 664	-3 416
4 5 10	Capital social	240	3 664	-3 424
4 5 25	Bénéfices réinvestis	8	0	8
4 5 30	Autres transactions	0	590	-590
4 5 35	Créances sur les entreprises apparentées	0	590	-590
4 5 40	Engagements envers les entreprises apparentées	0	0	0
4 5 55	De l'étranger dans l'économie	94 749	47 107	47 642
4 5 56	Capital social et bénéfices réinvestis	52 090	26 817	25 273
4 5 60	Capital social	21 159	1 791	19 368
4 5 75	Bénéfices réinvestis	30 931	25 026	5 905
4 5 80	Autres transactions	42 659	20 290	22 369
4 5 85	Créances sur les investisseurs directs	0	0	0
4 5 90	Engagements envers les investisseurs directs	42 659	20 290	22 369
0 ..		0	0	0
4 6 0	Investissements de portefeuille	47 147	65 702	-18 555
0 ..		0	0	0
4 6 2	Avoirs	29 280	49 303	-20 023
4 6 10	Titres de participation	682	210	472
4 6 11	Autorités monétaires	0	0	0
4 6 12	Administrations publiques	0	0	0
4 6 13	Banques	7	80	-73
4 6 14	Autres secteurs	675	130	545
4 6 19	Titres de créances	28 598	49 093	-20 495
4 6 20	Obligations et autres titres d'emprunt	23 628	28 833	-5 205
4 6 21	Autorités monétaires	0	0	0
4 6 22	Administrations publiques	0	1 500	-1 500
4 6 23	Banques	13 958	23 813	-9 855
4 6 24	Autres secteurs	9 670	3 520	6 150
4 6 30	Instruments du marché monétaire	4 970	20 260	-15 290
4 6 31	Autorités monétaires	0	0	0
4 6 32	Administrations publiques	0	0	0
4 6 33	Banques	4 000	19 000	-15 000
4 6 34	Autres secteurs	970	1 260	-290
4 6 40	Dérivés financiers	0	0	0
4 6 41	Autorités monétaires	0	0	0
4 6 42	Administrations publiques	0	0	0
4 6 43	Banques	0	0	0
4 6 44	Autres secteurs	0	0	0
0 ..		0	0	0
4 6 52	Engagements	17 867	16 399	1 468
4 6 60	Titres de participation	167	176	-9
4 6 63	Banques	141	176	-35
4 6 64	Autres secteurs	26	0	26
4 6 69	Titres d'engagement	17 700	16 223	1 477
4 6 70	Obligations et autres titres d'emprunt	17 700	14 223	3 477
4 6 71	Autorités monétaires	0	0	0
4 6 72	Administrations publiques	0	0	0

4 6 73	Banques	3 000	2 199	801
4 6 74	Autres secteurs	14 700	12 024	2 676
4 6 80	Instruments du marché monétaire		2 000	-2 000
4 6 81	Autorités monétaires			0
4 6 82	Administrations publiques			0
4 6 83	Banques	0	2 000	-2 000
4 6 84	Autres secteurs			0
4 6 90	Dérivés financiers			0
4 6 91	Autorités monétaires			0
4 6 92	Administrations publiques			0
4 6 93	Banques	0		0
4 6 94	Autres secteurs			0
0. . .		0	0	0
4 7 0	Autres investissements	493 604	321 402	172 202
0. . .		0	0	0
4 7 3	Avoirs	201 863	158 531	43 332
4 7 6	Crédits commerciaux	22 247	5 389	16 858
4 7 7	Administrations publiques			0
4 7 8	Long terme			0
4 7 9	Court terme			0
4 7 10	Autres secteurs	22 247	5 389	16 858
4 7 11	Long terme			0
4 7 12	Court terme			0
4 7 14	Prêts		81 117	-81 117
4 7 15	Autorités monétaires			0
4 7 17	Long terme			0
4 7 18	Court terme			0
4 7 19	Administrations publiques			0
4 7 20	Long terme			0
4 7 21	Court terme			0
4 7 22	Banques		81 117	-81 117
4 7 23	Long terme	0	53 684	-53 684
4 7 24	Court terme	0	27 433	-27 433
4 7 25	Autres secteurs			0
4 7 26	Long terme			0
4 7 27	Court terme			0
4 7 30	Monnaie fiduciaire et dépôts	158 690	70 099	88 591
4 7 31	Autorités monétaires	0	0	0
4 7 32	Administrations publiques	60	16	44
4 7 33	Banques	11 791	8 784	3 007
4 7 34	Autres secteurs	146 839	61 299	85 540
4 7 36	Autres avoirs	20 926	1 926	19 000
4 7 37	Autorités monétaires			0
4 7 38	Long terme			0
4 7 39	Court terme			0
4 7 40	Administrations publiques	2 134	1 000	1 134
4 7 41	Long terme			0
4 7 42	Court terme			0
4 7 43	Banques	37	12	25
4 7 44	Long terme			0
4 7 45	Court terme	37	12	25
4 7 46	Autres secteurs	18 755	914	17 841
4 7 47	Long terme			0
4 7 48	Court terme			0
0. . .		0	0	0
4 7 53	Engagements	291 741	162 871	128 870
4 7 56	Crédits commerciaux	17 150	53 618	-36 468
4 7 57	Administrations publiques			0
4 7 58	Long terme			0
4 7 59	Court terme			0
4 7 60	Autres secteurs	17 150	53 618	-36 468
4 7 61	Long terme			0
4 7 62	Court terme			0
4 7 64	Prêts	242 125	76 126	165 999
4 7 65	Autorités monétaires	25 494	0	25 494
4 7 66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	25 494	0	25 494
4 7 67	Autres prêts à long terme	0	0	0
4 7 68	Prêts à court terme	0	0	0
4 7 69	Administrations publiques	123 890	14 327	109 563
4 7 70	Long terme	123 890	14 327	109 563
4 7 71	Court terme	0	0	0
4 7 72	Banques	22 856	17 902	4 954
4 7 73	Long terme	22 856		22 856
4 7 74	Court terme	0	17 902	-17 902
4 7 75	Autres secteurs	69 885	43 897	25 988
4 7 76	Long terme	0	0	0
4 7 77	Court terme	0	0	0
4 7 80	Monnaie fiduciaire et dépôts	3 567	26 566	-22 999
4 7 81	Autorités monétaires	855	3 038	-2 183
4 7 83	Banques	2 712	23 528	-20 816
4 7 86	Autres engagements	28 899	6 561	22 338
4 7 87	Autorités monétaires	21 525	85	21 440
4 7 88	Long terme			0
4 7 89	Court terme			0
4 7 90	Administrations publiques			0
4 7 91	Long terme			0
4 7 92	Court terme			0
4 7 93	Banques		14	-14

4 7 94	Long terme			0
4 7 95	Court terme	0	14	-14
4 7 96	Autres secteurs	7 374	6 462	912
4 7 97	Long terme			0
4 7 98	Court terme			0
0. ...		0	0	0
4 8 0	Avoirs de réserve	3 827	153 143	-149 316
4 8 10	Or monétaire			0
4 8 20	DTS	36	34 325	-34 289
4 8 30	Position de réserve au FMI	3 671	67	3 604
4 8 40	Avoirs en devises	120	118 751	-118 631
4 8 45	Monnaie fiduciaire et dépôts	120	118 751	-118 631
4 8 50	Auprès des autorités monétaires			0
4 8 55	Auprès des banques			0
4 8 60	Titres			0
4 8 65	Titres de participation			0
4 8 70	Obligations et autres titres d'emprunt			0
4 8 75	Instruments du marché monétaire et dérivés financiers			0
4 8 80	Autres créances			0
0. ...		0	0	0
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	476 687	478 109	-1 422

ANNEXE 4 – Position Extérieure Globale (PEG)

Banque centrale des Etats
de l'Afrique de l'Ouest

BALANCE DES PAIEMENTS

Année 2009

PEG / M

Après ajustement

Code	Intitulés	Crédit	Débit	Net
8 9 88	AVOIRS	869 910	0	869 910
8 5 5	Investissements directs à l'étranger	5 397	0	5 397
8 5 6	Capital social et bénéfices réinvestis	4 807	0	4 807
8 5 30	Autres capitaux	590	0	590
8 6 2	Investissements de portefeuille	98 666	0	98 666
8 6 10	Titres de participation	2 441	0	2 441
8 6 13	dont : banques	1 652	0	1 652
8 6 19	Titres de créances	96 225	0	96 225
8 6 20	Obligations et autres titres d'emprunt	50 938	0	50 938
8 6 23	dont : banques	43 445	0	43 445
8 6 30	Instruments du marché monétaire	45 287	0	45 287
8 6 33	dont : banques	45 287	0	45 287
8 6 40	Dérivés financiers	0	0	0
8 6 43	dont : banques	0	0	0
8 7 3	Autres investissements	177 191	0	177 191
8 7 6	Crédits commerciaux	8 754	0	8 754
8 7 14	Prêts	101 821	0	101 821
8 7 15	Autorités monétaires	0	0	0
8 7 19	Administrations publiques	0	0	0
8 7 22	Banques	101 821	0	101 821
8 7 23	Long terme	67 861	0	67 861
8 7 24	Court terme	33 960	0	33 960
8 7 25	Autres secteurs	0	0	0
8 7 30	Monnaie fiduciaire et dépôts	59 488	0	59 488
8 7 31	Autorités monétaires	0	0	0
8 7 32	Administrations publiques	2 660	0	2 660
8 7 33	Banques	37 757	0	37 757
8 7 34	Autres secteurs	19 071	0	19 071
8 7 36	Autres avoirs	7 128	0	7 128
8 7 37	Autorités monétaires	0	0	0
8 7 40	Administrations publiques	1 000	0	1 000
8 7 43	Banques	63	0	63
8 7 44	Long terme	0	0	0
8 7 45	Court terme	63	0	63
8 7 46	Autres secteurs	6 065	0	6 065
8 8 0	Avoirs de réserve	588 656	0	588 656
8 8 10	Or monétaire	0	0	0
8 8 20	DTS	34 325	0	34 325
8 8 30	Position de réserve au FMI	3 925	0	3 925
8 8 40	Monnaies étrangères	550 406	0	550 406
8 8 80	Autres créances	0	0	0
0 . . .		0	0	0
8 8 89	ENGAGEMENTS	1 466 916	0	1 466 916
8 5 55	Investissements directs dans l'économie	260 169	0	260 169
8 5 56	Capital social et bénéfices réinvestis	66 566	0	66 566
8 5 80	Autres capitaux	193 603	0	193 603
8 6 52	Investissements de portefeuille: engagements	6 880	0	6 880
8 6 60	Titres de participation	3 080	0	3 080
8 6 63	Banques	847	0	847
8 6 64	Autres secteurs	2 233	0	2 233
8 6 69	Titres d'engagement	3 800	0	3 800
8 6 70	Obligations et autres titres d'emprunt	3 800	0	3 800
8 6 71	Autorités monétaires	0	0	0
8 6 72	Administrations publiques	0	0	0
8 6 73	Banques	3 800	0	3 800
8 6 74	Autres secteurs	0	0	0
8 6 80	Instruments du marché monétaire	0	0	0
8 6 83	Banques	0	0	0
8 6 90	Dérivés financiers	0	0	0
8 6 93	Banques	0	0	0
8 7 53	Autres investissements : engagements	1 199 867	0	1 199 867
8 7 56	Crédits commerciaux	23 753	0	23 753
8 7 64	Prêts	995 430	0	995 430
8 7 65	Autorités monétaires	50 236	0	50 236
8 7 66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	50 236	0	50 236
8 7 67	Autres prêts à long terme	0	0	0
8 7 68	Prêts à court terme	0	0	0
8 7 69	Administrations publiques	836 601	0	836 601
8 7 70	Long terme	836 601	0	836 601
8 7 71	Court terme	0	0	0
8 7 72	Banques	16 395	0	16 395
8 7 73	Long terme	15 389	0	15 389
8 7 74	Court terme	1 006	0	1 006
8 7 75	Autres secteurs	92 198	0	92 198
8 7 76	Long terme	0	0	0
8 7 77	Court terme	0	0	0
8 7 80	Monnaie fiduciaire et dépôts	54 060	0	54 060
8 7 81	Autorités monétaires	2 744	0	2 744
8 7 83	Banques	51 316	0	51 316
8 7 86	Autres engagements	126 624	0	126 624
8 7 87	Autorités monétaires	109 631	0	109 631
8 7 90	Administrations publiques	0	0	0
8 7 93	Banques	0	0	0
8 7 96	Autres secteurs	16 993	0	16 993
8 9 89	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-597 006	0	-597 006

ANNEXE 5 – Résultats des travaux d'estimation des échanges intra-communautaires pour l'année 2009 par la Cellule sous – régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-communautaire

Tableau 1 : Matrice des flux commerciaux intra-communautaires en 2009 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		5 607,6	13 362,2	0,0	55 160,4	6 136,0	1 822,9	5 729,9	87 819,0
	Burkina	6 204,0		13 552,4	1,3	31 809,4	12 969,7	1 287,0	1 050,4	66 874,2
	Côte d'Ivoire	53 313,0	214 854,8		3 164,8	129 596,7	36 045,8	72 377,1	78 559,1	587 911,3
	Guinée-Bissau	0,2	23,6	198,7		0,0	0,0	2 020,0	0,0	2 242,5
	Mali	1 320,7	14 995,9	18 570,3	28,2		1 339,5	34 505,3	242,2	71 002,1
	Niger	700,0	1 171,0	1 072,2	0,0	196,1		24,6	209,5	3 373,4
	Sénégal	6 030,2	10 917,1	26 567,4	24 271,7	157 079,2	4 751,3		7 341,8	236 958,7
	Togo	87 425,2	45 601,0	10 197,6	7,6	12 368,9	27 006,5	5 248,2		187 855,0
	UEMOA	154 993,3	293 171,0	83 520,8	27 473,6	386 210,8	88 248,8	117 285,1	93 132,9	1 244 036,2

Tableau 2 : Matrice des flux commerciaux intra-communautaires non contrôlés en 2009

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	2 563,4	6 122,5	2 828,6	0,0	34 065,8	12 712,4	42 689,4	100 982,0
	Burkina	2 521,2	0,0	2 182,7	21,6	0,0	2 593,5	1 132,7	1 982,1	10 433,7
	Côte d'Ivoire	2 078,5	0,0	0,0	127,4	0,0	0,0	2 914,1	0,0	5 119,9
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	451,6	0,0	13 431,9	0,0	13 883,5
	Mali	16 210,6	330,8	1 581,7	1 762,4	0,0	7 450,1	2 049,8	12 504,3	41 889,7
	Niger	16 437,1	4 732,9	483,1	374,7	3 948,9	0,0	965,6	6 796,2	33 738,6
	Sénégal	7 111,2	0,0	0,0	4 449,5	0,0	0,0	0,0	0,0	11 560,8
	Togo	9 904,8	0,0	3 981,1	2 263,3	7 440,2	0,0	681,4	0,0	24 270,8
	UEMOA	54 263,4	7 627,1	14 351,1	11 827,6	11 840,7	44 109,3	33 887,8	63 971,9	241 879,0

Tableau 4 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2009

(en millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 582,0	2 427,0	0,0	893,2	2 587,0	3 253,9	4 825,0	18 568,1
	Burkina	5 945,0		3 980,0	0,0	1 868,7	1 098,1	3 549,8	1 801,0	18 242,6
	Côte d'Ivoire	9 695,0	4 863,3		0,0	3 532,5	405,7	5 916,3	2 140,0	26 552,7
	Guinée-Bissau	0,0	749,2	0,0		68,9	0,0	2 662,3	0,0	3 480,4
	Mali	1 421,5	1 968,2	7 073,0	113,4		282,7	5 028,8	709,1	16 596,7
	Niger	1 494,2	783,8	579,6	0,0	889,3		4 437,2	1 270,6	9 454,8
	Sénégal	2 174,9	1 709,5	2 390,9	1 208,3	5 480,2	1 812,4		725,0	15 501,1
	Togo	4 824,9	1 446,7	2 605,4	0,0	705,0	247,8	4 733,0		14 562,8
	UEMOA	25 555,5	16 102,8	19 055,9	1 321,7	13 437,8	6 433,7	29 581,3	11 470,7	122 959,3

Tableau 5 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2009

(en millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		1 612,0	8 139,4	53,9	2 744,1	1 579,3	3 025,0	1 245,2	18 399,0
	Burkina	1 793,7		20 970,0	98,1	6 260,4	1 201,8	4 235,6	10 010,1	44 569,8
	Côte d'Ivoire	6 349,7	52 355,0		378,4	31 727,4	3 050,1	25 061,4	16 456,4	135 378,5
	Guinée-Bissau	29,5	15,0	279,4		390,9	83,0	2 229,1	408,6	3 435,4
	Mali	980,3	4 702,5	11 890,2	135,1		816,4	18 084,6	2 802,1	39 411,0
	Niger	1 325,5	1 158,7	2 676,1	315,9	1 634,1		6 227,2	1 630,0	14 967,5
	Sénégal	1 293,5	1 788,7	10 862,5	1 626,0	15 921,9	2 487,7		6 125,1	40 105,4
	Togo	846,6	1 858,0	4 335,0	39,8	2 143,2	702,1	5 896,2		15 821,0
	UEMOA	12 618,8	63 490,0	59 152,6	2 647,1	60 822,1	9 920,4	64 759,0	38 677,5	312 087,6



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int